Q!
Quartier L!bre
Volume 26 • n° 2 • **19 septembre 2018**

Seules ensemble

Des mères s'entraident pour faciliter l'allaitement sur le campus

DOSSIER
L'art branché

ÉLECTIONS
Cameroun | Brésil

MUSIQUE
Orchestre vide

CAMPUS | **INFRASTRUCTURE**

TRAVAUX ET TRACAS

Les travaux pour le Réseau express métropolitain (REM) ont débuté cet été à la station Édouard-Montpetit. Pour les étudiants, les employés et les professeurs du pavillon Marie-Victorin, ils entraînent désagréments et défis d'organisation.

PAR JEAN-BAPTISTE DEMOUY

« Nous sommes tous démunis, la direction comme chacun de nous, prisonniers d'un fait accompli, d'une décision qui nous échappe », regrette le journaliste et professeur au Département de communication Alain Saulnier. Son bureau est situé au sein du pavillon et le constat est pour lui sans appel. *« C'est invivable pour ceux et celles dont la fenêtre de bureau donne sur l'activité insupportable de cet immense marteau-piqueur,* précise-t-il. *C'est mon cas. La rentrée est très difficile. »*

Pour la professeure adjointe au Département de communication Kirstie McCallum, le constat est similaire. *« Ce projet est important, mais il est dommage qu'un déplacement collectif de recherche n'ait pas été pensé en amont,* déplore-t-elle. *Avec mes étudiants, on est obligés de faire nos réunions ailleurs parce qu'ici, ce n'est plus possible. Frédéric Bouchard, doyen de la Faculté des arts et des sciences nous a même rendu visite pour se rendre compte par lui-même de nos conditions de travail. »*

Le bruit est une chose, les vibrations en sont une autre, pour l'étudiante en biologie Roxanne Ducharme. *« En face du vivarium, il y a un endroit assez tranquille pour lire et les vibrations vont jusque-là,* raconte-t-elle. *C'est assez désagréable, parce que non seulement tu sens les vibrations, mais tu entends aussi le bruit. »* L'étudiante espère que les travaux ne seront pas trop longs.

Mise en place de solutions concrètes

Sur son site Internet, l'Université a annoncé la mise en place de mesures pour limiter les désagréments liés aux travaux**.** Elles comprennent la disposition d'appareils de mesures du bruit, des vibrations ressenties et des émissions de monoxyde de carbone. La Direction de la prévention et de la sécurité a également élaboré un plan d'évacuation en fonction des travaux.

« Nous avons pu déplacer tous les cours qui ont lieu [dans les salles] *en façade du pavillon Marie-Victorin,* précise la conseillère principale et porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara. *Il n'y a donc plus de cours dans ces locaux. Certaines salles ont également été aménagées pour permettre aux employés d'aller y travailler. »*

À partir de fin septembre débuteront les phases de forage et d'excavation. Selon les informations du site Internet du projet, ce sont 30 000 m^3 de roche qui doivent être retirés, à l'explosif. Deux détonations sont prévues par jour, une le matin et une le soir.

La mise en service du REM sera progressive. Pour l'instant, celle du segment entre la Rive-Sud et le centre-ville est annoncée par la ville pour l'été 2021. Le reste du réseau sera progressivement mis en service jusqu'à l'été 2023, selon le porte-parole de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Macky Tall, qui est le principal investisseur du projet.

Les coûts de construction du REM devraient dépasser les 6 milliards de dollars.

Photo : Jean-Baptiste Demouy

TRANSPORT

EN ROUTE VERS L'AVENIR

Les travaux du REM, un projet de métro électrique couvrant le Grand Montréal, battent leur plein depuis la mi-juillet aux abords de l'UdeM, avec comme promesse plus de mobilité pour le campus de la montagne.

PAR PATRICE SENÉCAL

Quatre minutes. C'est le temps que mettront les étudiants pour accéder au centre-ville depuis le campus du Mont-Royal, d'ici quelques années, rapporte le recteur de l'UdeM Guy Breton dans le carnet du recteur du 9 février 2018. La nouvelle station du REM Édouard-Montpetit, qui sera inaugurée en 2022, permettra de relier l'Université aux deux couronnes de Montréal, à l'aéroport et à Ouest-de-l'Île.

« Ouvrir une station du REM sur le campus pourrait entraîner une hausse de la proportion d'usagers du transport collectif », estime le professeur à l'École d'urbanisme et d'architecture à l'UdeM, Paul Lewis. Ceux qui habitent dans l'ouest du Grand Montréal et aux abords des futures stations pourront notamment en profiter, avance M. Lewis.

La fréquentation des transports en commun ne serait pas nécessairement en hausse, puisque les usagers du transport collectif en provenance du campus sont nombreux, nuance-t-il. *« Il serait surprenant que cela se fasse au détriment de l'automobile, à moins que le nombre de places de stationnement ne soit diminué »,* croit le professeur.

L'UdeM s'attend tout de même à une hausse du nombre d'inscriptions, même si les projections restent vagues. *« Nous sommes d'avis que les étudiants de la Rive-Sud ou Nord de Montréal qui étaient plutôt mal desservis pour se rendre sur la montagne pourraient décider de s'inscrire à l'UdeM lorsque le tout sera en service »*, note la porte-parole de l'UdeM Geneviève O'Meara.

Le passage souterrain de la nouvelle station nécessitera des travaux de forage et de dynamitage. *« Des changements sont à prévoir, mais ils pourraient mettre du temps à se réaliser »*, explique M. Lewis. Mais pour le professeur, impossible de dire si l'aménagement du campus sera influencé dans le futur par ces perturbations.

SOMMAIRE

ÉDITO

Couvrez ce téléphone que je ne saurais voir 3

CAMPUS

INFRASTRUCTURE
Travaux et tracas 2

TRANSPORT
En route vers l'avenir 2

PARENTHÈSE
Mieux partager l'espace 4

RECONNAISSANCE UNIVERSITAIRE
Diplômée sans études 5

ALIMENTATION
De la diversité dans les assiettes 5

RÉFORME DE L'ÉVALUATION
Baisse de pression 8

VIE ÉTUDIANTE
Parcours de combattantes 9

DOSSIER CONNEXION

EXPOSITIONS
L'Art déco-nnecté 10-11

APPLICATIONS MOBILES
App vitam aeternam 10-11

RECHERCHE
Des données en poche 12

WEB
Le nouvel «or noir» du cyberespace 13

ÉLECTIONS
Opération Séduction 13

SOCIÉTÉ

ÉLECTIONS
Les urnes d'ailleurs 14

LIBERTÉ D'EXPRESION
Dire ou ne pas dire 14

LANGUAGE
L'accord des désaccords 15

CULTURE

STOP-MOTION
Du cinéma avec les mains 16

LANGUE
Le français n'est plus à la mode 17

SORTIES
L'homme soulevé exposé 18
Le FIL dans tous ses états 18

MUSIQUE
Les Grands Vents cherchent un second souffle 19

COUVREZ CE TÉLÉPHONE QUE JE NE SAURAIS VOIR

PAR THOMAS MARTIN

Le spectacle de la rentrée aura été une bonne expérience pour moi. Sans vraiment y être, j'ai pu assister à la retransmission via les réseaux sociaux. Je me demande si ça vaut encore la peine de sortir de chez moi…

L'artiste Eddie Maleterre cristallise assez bien ma pensée (page 11). *« Une photo d'une œuvre ça ne touche pas comme une œuvre »*, résume-t-il. Comme regarder un spectacle à travers l'objectif de son téléphone finalement.

Cette propension au partage me laisse néanmoins perplexe. Est-ce que les participants ont profité du spectacle ou voulaient-ils seulement signifier leur présence ?

Difficile de savoir… mais il est désormais acquis que nos activités personnelles intéressent le cercle élargi de nos connaissances ! Au point de partager la moindre de nos interactions pour les plus accrocs.

De ce que j'en ai vu, le contenu du spectacle fut bon et les chansons en français. Il faut peut-être en profiter, pour les défenseurs de la langue de Molière, avant que l'on ne préfère des artistes au répertoire anglophone (p. 17). Car l'anglais c'est plus cool. Et les jeunes comprennent qu'il est préférable d'aimer ce qui est tendance, si on souhaite se faire accepter.

C'est bien d'amener la culture sur le campus. L'art permet de voyager sans prendre l'avion (2 % des rejets mondiaux de CO_2 sont émis par les avions de ligne*, autant éviter). Ça élève les consciences et enrichit nos réflexions, permet ultimement de faire le bon choix quand une décision doit être prise. À l'occasion d'une élection, par exemple…

L'art connecté

La culture subit elle aussi des changements. Alors, on se rend dans des musées connectés (p. 10), où les œuvres sont numérotées pour ne surtout pas se perdre dans le cheminement artistique. Ce serait idiot de se laisser guider par nos envies.

L'assistanat a cependant du bon et les mères qui amènent leurs enfants sur le campus de l'UdeM en auraient besoin (p. 9). Pour l'art, j'en suis moins certain. Je ne sais pas si Marc Chagall avait prévu qu'un appareil auditif nous résumerait sa vie et décrypterait sa vision pendant que nous admirons ses toiles au musée Guggenheim de Bilbao.

L'artiste Sarahmée a demandé aux spectateurs d'utiliser leur téléphone pour éclairer la foule pendant le spectacle de la rentrée de l'UdeM.

Photo : Zacharie Routhier

Mais l'art n'est-il pas d'abord une question d'interprétation personnelle ? Un moyen de faire réfléchir en laissant la liberté à chacun d'y trouver sa propre signification ?

Do Brasil !

L'art est partout. Les élections provinciales québécoises ressemblent au synopsis d'un mauvais film de science-fiction. Dans un monde de plus en plus menacé par les changements climatiques, les deux partis politiques en tête des sondages trouvent le moyen de se concentrer sur des débats, certes importants pour la société québécoise, mais loin des préoccupations environnementales.

J'espère que l'apathie générale ne nous conduira pas vers le même type de dystopie imaginée par Terry Gilliam pour son chef-d'œuvre, *Brazil*.

Au Brésil justement, où les élections se déroulent également en octobre (p. 14). On a tous en tête le carnaval de Rio, le soccer et le Corcovado. Mais le Brésil c'est aussi le second producteur mondial de soja derrière les États-Unis. Une culture qui a délesté le pays de 100 000 km^2 de forêt depuis près de 10 ans**.

Les choses vont dans le bon sens. On va recréer le monde imaginé par l'ancien Monty Python ! Un univers lugubre où la technologie et les technocrates permettent à l'humanité de survivre en vase clos. Un monde bruyant et en construction permanente. À l'image des travaux du REM (p. 2).

* ompe.org, « L'avion : champion de la pollution ! »

** euronews.com, « Au Brésil, le soja chasse les forêts », 29 août 2018

Prochaine réunion de production : les mercredis 19 septembre et 3 octobre à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

RÉDACTEUR EN CHEF
Thomas Martin
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTION

CAMPUS
Marianne Castelan
campus@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ
Zacharie Routhier
societe@quartierlibre.ca

CULTURE
Romeo Mocafico
culture@quartierlibre.ca

PHOTO DE LA UNE
Alpha Coulibaly

Quartier L!bre

Leïla Bengharbi, Juliette Bertin, Cindy Cyr, Maria Del Pilar Ansaldo, Jean-Baptiste Demouy, Chloé Dioré de Périgny, Emma Guerrero-Dufour, Isaline Hodecent, Jeanne Hourez, Nicolas Jeanneau, Liza Leblond, Éloise Martel-Thibault, Charlotte Morand, Hélène Poulain, Anna-Luna Rossi, Patrice Senécal, Marianne Sénéchal, Andrée-Anne Thériault, Cédric Thévenin

CORRECTEURS
Gustavo Basaldua
Gaëlle Varnier-Brunet

RÉVISEUR
Julien Besse

PHOTOGRAPHE
Alpha Coulibaly

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari
directeur@quartierlibre.ca

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

PUBLICITÉ
Accès-Média | accesmedia. com

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Tirage de 6 000 exemplaires.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
24 septembre 2018

PROCHAINE PARUTION
3 octobre 2018

MIEUX PARTAGER L'ESPACE

Le conseiller en biodiversité à l'UdeM, Alexandre Beaudoin, a conçu le projet Darlington. Il s'agit d'un corridor écologique reliant différents espaces verts dans l'arrondissement Côte-des-Neiges. Son but est désormais d'impliquer activement les citoyens dans son projet.

PAR ISALINE HODECENT

« C'est un projet extrêmement épuisant, parce qu'il repose beaucoup sur mes épaules durant l'année, explique-t-il. *Je le porte tout seul. »* Alexandre a lancé le projet du corridor écologique Darlington en 2014, après s'être investi dans la mise en place du projet d'agriculture urbaine P.A.U.S.E. (voir encadré) à l'UdeM.

Le corridor écologique évolue constamment, et ce, en fonction de la demande citoyenne. *« On a un projet, on propose un tracé,* raconte Alexandre. *Après ça, on fait des consultations citoyennes. C'est en fonction du besoin citoyen qu'on va apporter des éléments supplémentaires. »* Par exemple, si les citoyens disent qu'ils ne veulent pas voir davantage de jardins, il ne va pas en construire plus, mais plutôt s'orienter vers une autre idée.

Un parc canin, dernier projet en date, est actuellement en construction sur le corridor Darlington. Alexandre explique que la demande est ressortie des consultations publiques de 2017. *« On le réalise pour satisfaire les besoins de la population »*, précise-t-il. Si l'objectif est de répondre à la demande citoyenne, il est important pour le conseiller que le projet se porte de lui-même. *« J'ai questionné le directeur de l'arrondissement : "Quand va-t-on considérer que le projet est terminé ?" et il a dit : "Le jour où les citoyens s'occuperont eux-mêmes de leur espace" »,* se rapelle Alexandre.

Des financements privés

Pour le conseiller en biodiversité, le financement de l'arrondissement Côte-des-Neiges est indispensable afin que le projet continue d'avancer. *« On a une bonne relation avec l'arrondissement,* indique-t-il. *La mairie nous a fourni la main-d'œuvre avec les salaires, mais on n'a que l'emprise publique avec elle. Il faut vraiment aller chercher la privée. »* Il explique en avoir besoin sous la forme d'accords avec des propriétaires privés, pour pouvoir exploiter de nouveaux terrains.

Dès le début du projet, Alexandre a voulu impliquer les partenaires privés sur le site, mais cela n'a pas toujours fonctionné. *« Il y a un hôpital et des écoles primaires,* annonce-t-il. *On voulait vraiment développer ces liens-là au début du projet. Ils nous ont presque tous fermé la porte. C'était vraiment dur parce qu'ils trouvaient ce projet-là un petit peu trop fou. »*

Le projet prend de l'ampleur et intéresse désormais une école dans Côte-des-Neiges. *« Enfin, une école nous a démarchés,* se réjouit Alexandre, sans préciser laquelle. *Une des meilleures portes d'entrée qu'on peut avoir, c'est de travailler avec les enfants. On peut faire des plantations d'arbres, on peut concevoir des projets avec eux dans les classes. »* Séduite par le corridor écologique, l'école souhaite lancer un projet avec Alexandre.

Objectif Ville de Montréal

« Mon prochain objectif est d'aller chercher la ville centre »,* déclare Alexandre, qui convoite une surface gazonnée appartenant à la mairie de Montréal. Pour pouvoir en bénéficier, il faudrait que cette dernière s'implique dans le projet. *« Tant que je n'ai pas un appui de la ville centre, je ne pourrai rien faire sur cet espace-là »,* précise Alexandre, qui a déjà quelques idées, par exemple planter des arbres fruitiers ou construire un petit jardin.

*NDLR Mairie de Montréal

« J'ai questionné le directeur de l'arrondissement : "Quand va-t-on considérer que le projet est terminé ?" et il a dit : "Le jour où les citoyens s'occuperont eux-mêmes de leur espace". »

Photo : Alpha Coulibaly

Alexandre Beaudoin
Conseiller en biodiversité à l'UdeM.

CORRIDOR **ÉCOLOGIQUE**

Un corridor écologique est une zone de passage connectant des réservoirs de biodiversité et permettant aux espèces de se déplacer. Le corridor écologique Darlington s'étend sur 2,5 km. Il relie le Mont-Royal au Campus Outremont. Depuis 2014, des bacs géants ont été mis à disposition des citoyens pour jardiner, des forêts nourricières ont été créées et différentes variétés d'arbres fruitiers ont été plantées.

LE PROJET **P.A.U.S.E.**

Le projet Production agricole urbaine soutenable et écologique (P.A.U.S.E.) a été créé en 2011 par Alexandre, lorsqu'il était étudiant à la maîtrise à l'UdeM. Il regroupe une cinquantaine de jardiniers étudiants et employés de l'UdeM, qui font de l'agriculture en bacs, de la myciculture (culture de champignons) et de l'apiculture (production de miel). Verdir les espaces bétonnés et valoriser la biodiversité font partie de ses principaux objectifs.

DIPLÔMÉE SANS ÉTUDES

L'UdeM a récemment décerné un doctorat *honoris causa* à la femme politique et militante autochtone Michèle Audette. Délivrée à l'UdeM depuis 1920, cette récompense couronne une carrière reconnue à l'échelle internationale.

PAR NICOLAS JEANNEAU

Photo : Pxhere.com

Remarquée pour son implication dans diverses causes sociales, Michèle Audette a reçu son doctorat *honoris causa* avec émotion, lors de la collation des grades de la Faculté des arts et des sciences le 28 août 2018. *« Je ne m'y attendais pas du tout, mais j'étais très excitée et j'ai versé beaucoup de larmes, car c'est sans doute la plus grande reconnaissance qu'on m'ait témoignée »*, raconte la défenseure des droits des femmes autochtones.

Dernière distinction en date, cette nomination honorifique illustre la continuité d'une longue tradition qui unit l'UdeM et ses lauréats depuis 1920. *« En entrant dans la grande famille de l'UdeM, ces gens deviennent de véritables ambassadeurs de notre université et font ainsi rayonner notre établissement au Québec, mais aussi à l'extérieur des frontières »* se réjouit la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara.

> *« Je ne m'y attendais pas du tout, mais j'étais très excitée et j'ai versé beaucoup de larmes, car c'est sans doute la plus grande reconnaissance qu'on m'ait témoignée »*
>
> **Michèle Audette**
> Femme politique et militante autochtone

Un honneur sans équivalent

Le site Internet de l'Université indique que cette remise manifeste la reconnaissance de la communauté universitaire envers la contribution d'une personnalité dans un domaine d'activité particulier. Personne n'y postule de sa propre initiative, car c'est l'Université elle-même qui sollicite les candidats de son choix. La spécificité de ce doctorat tient aussi au fait que le récipiendaire n'est pas tenu d'appartenir au monde universitaire, ni même d'avoir suivi des études supérieures. *« Nous venons d'horizons divers, car l'Université a tenu à voir représentés dans cette cérémonie des aspects complémentaires du savoir »*, souligne le professeur au collège de France Serge Haroche, récipiendaire d'un doctorat *honoris causa* de l'UdeM en 2014.

La voie du protocole

Pour encadrer la procédure de sélection des candidats, l'Université suit des critères consignés dans un guide relatif aux choix des docteurs *honoris causa*, disponible parmi les documents en ligne du secrétariat général. Sur invitation de ce dernier, des propositions de candidatures proviennent de différents responsables, comme le recteur ou les directeurs de département.

Suivant cette base de données, le Comité des doctorats *honoris causa* de l'UdeM, qui se réunit autour du 15 octobre, établit une liste de candidats potentiels, tout en consultant au besoin les facultés concernées. *« La tâche des membres du Comité est de se pencher sur la valeur des candidatures par l'examen du CV et de recommander le candidat ou la candidate à l'Université si il ou elle mérite de recevoir cet honneur »*, détaille la professeure titulaire et membre dudit comité Joëlle Margot.

Elle précise également qu'un politicien doit être revenu à des activités non politiques pour être éligible. *« Les personnalités retenues peuvent venir de la communauté universitaire internationale ou de la société civile, peuvent être des écrivains, des artistes, des gens d'affaires par exemple »*, poursuit-elle. Là encore, les directives du protocole indiquent que l'UdeM aspire à l'équilibre dans la représentation des domaines d'activité. La liste est ensuite soumise par le recteur au Conseil de l'Université, chargé de retenir certains noms.

La procédure s'achève lorsque le recteur informe les candidats de leur nomination. La présence du candidat lors de la cérémonie officielle demeure obligatoire, au risque d'annuler tout le processus. *« Certaines candidatures échouent, soit parce que la personne n'est pas intéressée, soit parce qu'aucune date ne peut être identifiée pour la remise »*, précise encore Mme Margot.

Comme l'explicite la page dédiée sur le site Internet, le doctorat honorifique compte ainsi parmi les traditions que la communauté universitaire entretient avec le plus grand soin. La liste consultable en ligne laisse voir que le nombre de lauréats varie sensiblement selon les années, comme le montre l'écart entre les 8 sélectionnés de 2016 et les 24 de 2009.

GALERIE DES **ORIGINAUX**

Certains lauréats se distinguent par leur originalité. L'ancien joueur de hockey sur glace Jean Béliveau a reçu un doctorat honorifique de l'Université Laval en 2008. L'Université François Rabelais de Tours a nominé les quatre chefs cuisiniers Martin Berasategui, Kiyomi Mikuni, Philippe Rochat et Pierre Wynants en 2013. Quant à la romancière J.K. Rowling, elle bat tous les records en cumulant les doctorats honorifiques de cinq universités britanniques (Exeter, Édimbourg, Saint Andrews, Napier, et Aberdeen).

ALIMENTATION

DE LA DIVERSITÉ DANS LES ASSIETTES

Avec le concours de Chabad Université de Montréal, le restaurant Local Local propose depuis la rentrée des repas casher à prix abordable pour les membres de la communauté juive.

PAR JEANNE HOUREZ

Le restaurant universitaire a installé depuis début septembre un réfrigérateur où sont proposés des « plats du monde » avec notamment des choix végétariens, des sushis et des produits casher. La porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara, précise que l'Université y a vu une occasion de répondre à un besoin. *« Il y a une communauté juive sur le campus et nous avons pensé qu'il serait intéressant de lui proposer une offre alimentaire »*, explique-t-elle.

Cette démarche ne fait pas suite à des pressions de groupes de l'UdeM, tient à signaler la porte-parole. *« Elle s'inscrit dans une offre alimentaire globale, que nous souhaitons ouverte sur le monde. »*

D'après Mme O'Meara, comme les produits casher sont disponibles dans des épiceries, il n'a pas été compliqué d'introduire ce service à l'UdeM. Elle explique que les repas de la gamme « plats du monde » sont préparés par un fournisseur, choisi sur appel d'offres. Certains produits spécifiques, dont plusieurs produits casher, peuvent être approvisionnés par d'autres prestataires.

En ce qui concerne les prix, ils devraient être équivalents aux produits non casher. *« Nous souhaitons offrir des options économiques. Donc les prix des repas casher sont semblables aux prix des autres repas »*, insiste Mme O'Meara. Les sandwichs casher sont vendus 6 $ tandis que les « plats du monde » sont affichés à 6,40 $.

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Francis Prévost
COORDONNATEUR AUX AFFAIRES EXTERNES
externe@faecum.qc.ca

À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, ON VOTE !

Le 1er octobre prochain, étudiantes et étudiants seront appelés aux urnes pour les élections provinciales. Comme vous représentez désormais le tiers de l'électorat, une proportion aussi significative pour l'une des rares fois dans son histoire, c'est d'autant plus important de se faire entendre !

Toutefois, les données sont probantes : environ 50 % des 18-34 ans est allé voter aux dernières élections, certains et certaines invoquant le cynisme politique ambiant, d'autres le manque de temps, pour expliquer qu'ils et qu'elles n'ont pas voté. Pourtant, saviez-vous que des bureaux de scrutin seront installés dans les différents pavillons de l'UdeM (même ceux délocalisés) les 21, 25, 26 et 27 septembre ? Vous pourrez y voter, peu importe votre circonscription, pour autant que vous soyez inscrits et inscrites sur la liste électorale. Pas d'excuse, donc, pour ne pas vous présenter entre deux cours !

LA FAÉCUM ET L'UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC, PORTEUSES DE REVENDICATIONS

Comme à chacune des élections, peu importe le palier de gouvernement, la FAÉCUM et l'Union étudiante du Québec (UEQ) se mobilisent pour faire valoir certaines revendications spécifiques à la condition étudiante et voir de quelles façons les partis en lice se positionnent sur ces enjeux.

Cette année, deux campagnes ont été lancées par l'UEQ, et appuyées par la FAÉCUM : une campagne visant à pousser certaines demandes (#EleveTonQuebec), par le biais d'un comité de travail spécifique (CTS-RÉÉQ), et une campagne pour la sortie de vote (« La force est dans le nombre »). D'ailleurs, les associations étudiantes membres de la FAÉCUM ont adopté une plateforme de revendications en février dernier, qui a par la suite été portée par la Fédération auprès de l'UEQ et des partis.

Les revendications émanant de cette campagne touchent principalement à la compensation des stages, l'annulation de la dérèglementation des frais de scolarité pour les étudiantes et les étudiants internationaux et la mise en place d'une campagne de lutte et de sensibilisation aux problèmes de santé psychologique, en plus d'avoir des demandes relatives à l'augmentation du financement des services et de la recherche pour les étudiants et les étudiantes.

Par ailleurs, la FAÉCUM a abordé ces questions avec les représentants et les représentantes des ailes jeunesse de chacun des partis, en plus d'avoir eu la chance d'en discuter avec les porte-paroles en matière d'enseignement supérieur pour les partis soit Gabriel Nadeau-Dubois (QS), Hélène David (PLQ), Carole Poirier (PQ) et Jean-François Roberge (CAQ). Peut-être aurez-vous vu les affiches ou les tracts des deux campagnes circuler sur le campus ou les médias sociaux !

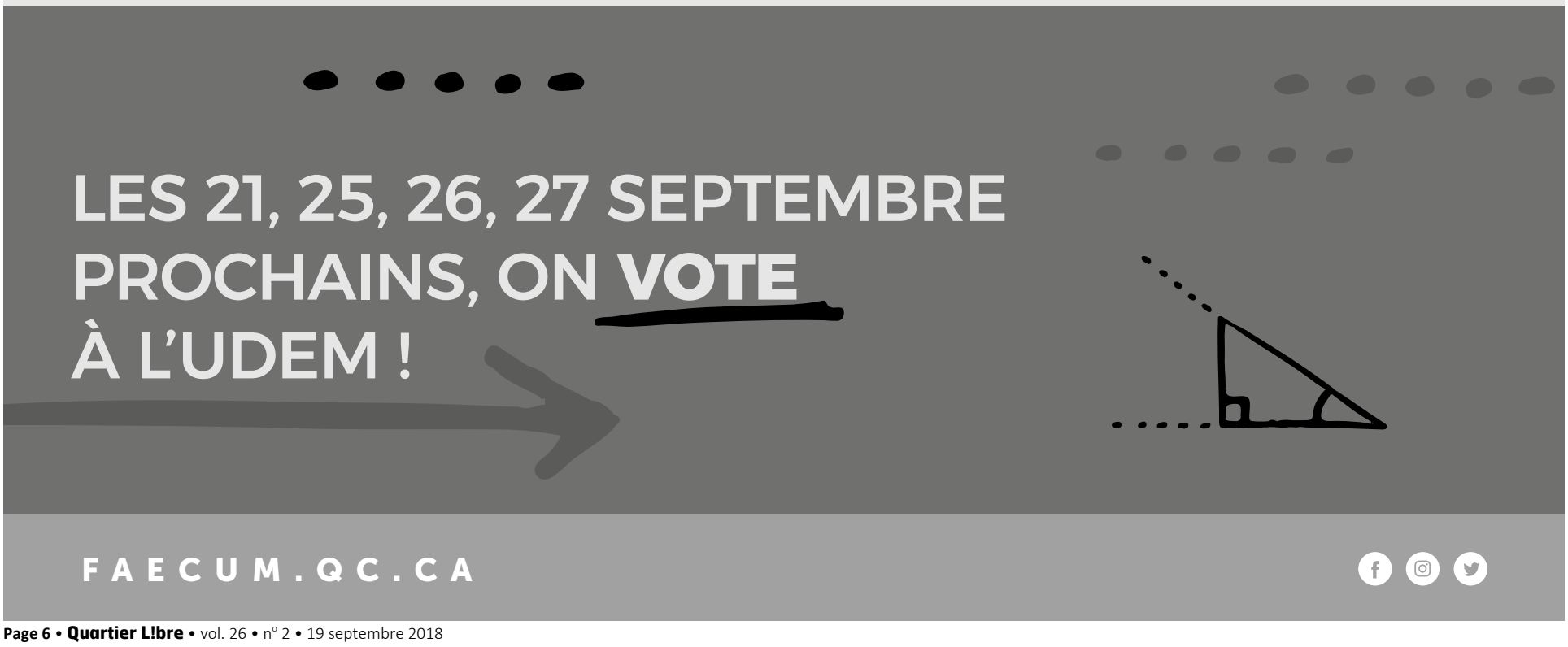
POUR UN VOTE ÉCLAIRÉ

En collaboration avec l'Université de Montréal, plusieurs activités ont été organisées pour vous permettre de faire un choix éclairé le 1er octobre (ou avant) prochain. En plus de la rencontre avec Jean-François Lisée, chef du Parti Québécois, qui a eu lieu le 11 septembre, et le débat des représentants et des représentantes des ailes jeunesse le 17 septembre, une rencontre est prévue sur le campus avec Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de Québec Solidaire, le 24 septembre prochain. Vous pouvez poser vos questions de plusieurs façons : en remplissant le document Google à cet effet ; via Twitter, avec le #umontrealvote ; ou directement dans les commentaires de la retransmission de la conférence sur la page Facebook de l'Université de Montréal. Rejoignez l'événement Facebook pour les détails, et ne ratez pas cette occasion de l'entendre sur les sujets qui vous intéressent.

Le 1er octobre, défie la tangente et viens voter !

PAVILLONS AVEC BUREAUX DE SCRUTIN

- Pavillon 3200, rue Jean-Brillant
- Pavillon Roger-Gaudry
- Pavillon Marie-Victorin
- Campus de Laval
- Campus de Saint-Hyacinthe
- Campus de Longueuil (Édifice Port-de-Mer)



COURSE SUR LE CAMPUS

30 septembre 2018

À partir de 9 h

2 km // 5 km // 10 km

Agora du Pavillon Jean-Coutu

20 $ pour les étudiantes et étudiants de l'UdeM

Prix réduits pour les enfants qui accompagnent leurs parents

FAÉCUM

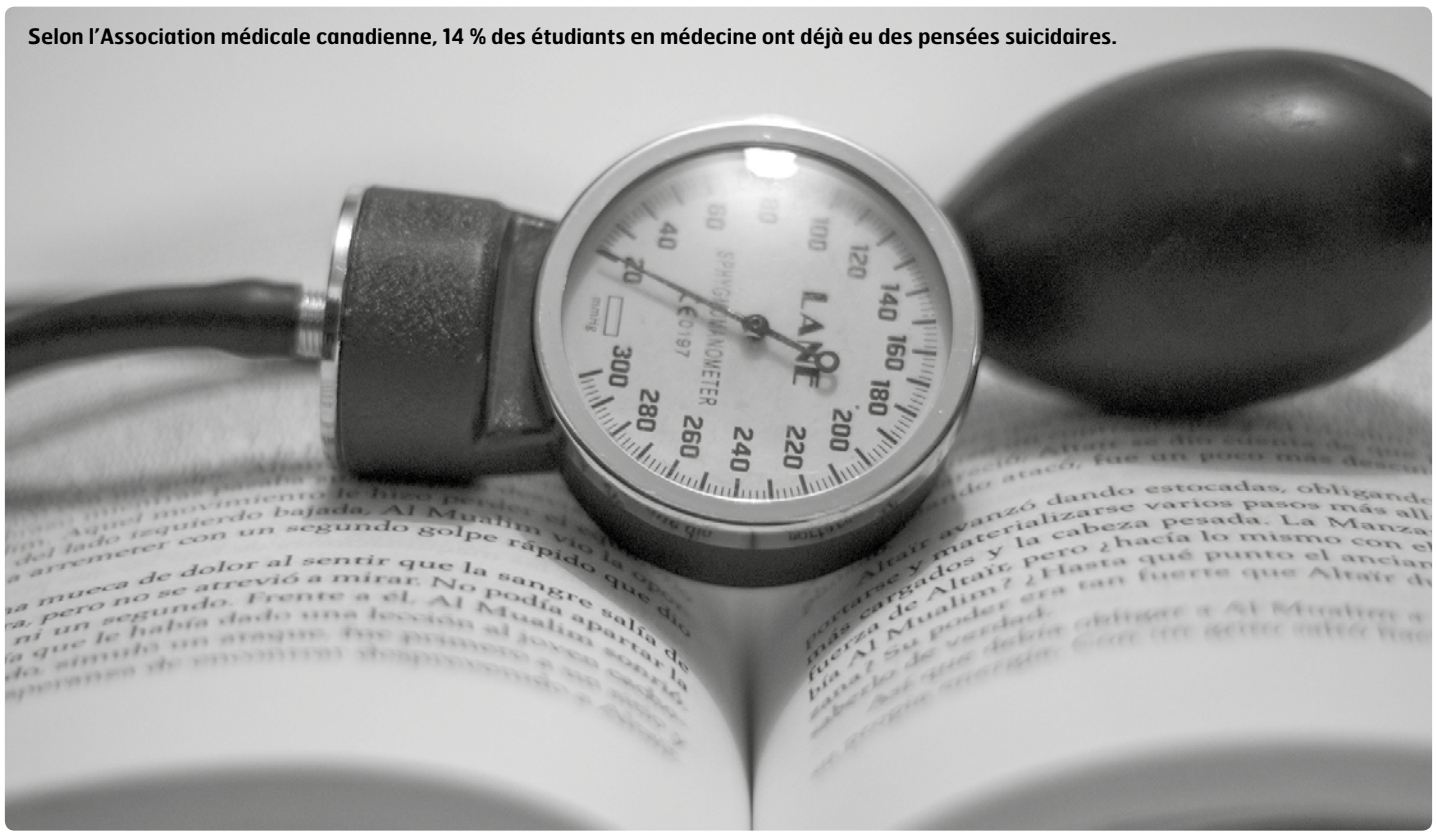
Inscriptions en ligne

FAECUM.QC.CA

BAISSE DE TENSION

Depuis la rentrée, les étudiants de première et de deuxième année en médecine à l'UdeM ne sont plus notés. Ils ont, dorénavant, uniquement la mention « succès » ou « échec » sur leur relevé de notes.

PAR MARIANNE SÉNÉCHAL



Selon l'Association médicale canadienne, 14 % des étudiants en médecine ont déjà eu des pensées suicidaires.

Photo: Pixabay.com

Pour la vice-doyenne aux études médicales de premier cycle et docteure en médecine, Geneviève Grégoire, la mention « succès » ou « échec » a été instaurée dans l'optique de favoriser le bien-être étudiant ainsi que la formation globale des futurs médecins du Québec. *« La littérature nous rapporte que le passage à un mode de notation réussite ou échec diminue la compétition entre étudiants et augmente l'entraide et le travail en équipe,* souligne-t-elle. *Les étudiants développent leur autonomie et l'automotivation pour apprendre comment prendre soin de leurs futurs patients, plutôt que de viser la note maximale à l'examen. »*

Pour l'étudiante en année préparatoire Anne-Sophie Eymard, c'est un changement qu'elle a hâte de vivre l'an prochain. *« Mon impression est que nous allons être moins stressés, parce qu'il y aura moins de compétition entre les élèves,* espère-t-elle. *Je pense que nous allons quand même rechercher la réussite et l'acquisition de nouveaux savoirs, mais ce sera par une motivation intrinsèque plutôt que par désir de se prouver par rapport aux autres étudiants. »* Anne-Sophie espère que l'atmosphère de travail sera plus conviviale et propice à l'apprentissage.

Elle a déjà connu la notation sous la forme « succès » ou « échec » dans un cours précédent et la recommande. *« J'ai trouvé que c'était dans ces simulations que j'apprenais le plus, puisque je ne ressentais pas autant de stress de performance »,* se rappelle l'étudiante.

Un quotidien moins stressant

L'étudiante en première année de médecine Amélia Lamontagne voit ce changement de manière positive. *« Je pense que c'est une excellente initiative de la part de la faculté,* se réjouit-elle. *Ça reflète un changement majeur et nécessaire dans la conception des études en médecine et de ce qui est attendu des futurs médecins. »*

Amélia a le sentiment que cette réforme encouragera l'esprit de coopération entre les étudiants, en rendant le tout moins stressant. *« Dans mon quotidien, le changement de notation me permet de consacrer mon étude à la compréhension des concepts médicaux importants plutôt qu'à la mémorisation d'informations moins pertinentes »,* partage l'étudiante.

Anne-Sophie espère vivre la même chose l'an prochain. *« Dans mon quotidien, j'espère que cela va changer l'environnement stressant, qui est souvent présent en médecine. »* Elle ajoute avoir été témoin de certains effets occasionnés par une atmosphère angoissante en classe. Parmi ceux-ci, des comportements solitaires ainsi qu'une anxiété liée à la performance chez les étudiants. Anne-Sophie souhaite également que ce changement lui permette d'avoir plus de temps libre pour s'impliquer dans les milieux hospitaliers, pour des recherches, ou encore pour participer à des activités sociales et sportives de l'Université.

Une sélection repensée

La principale source d'incertitude de ces étudiantes face à cette réforme concerne le processus d'entrée en spécialité. La vice-doyenne informe que les notes des étudiants n'ont plus d'importance lors de la compétition pour l'entrée en spécialité. Certains qui se seraient démarqués par leurs notes devront maintenant se démarquer par leur implication.

Selon la D^re^ Grégoire, les programmes de spécialisation se sont déjà préparés à ce changement et examineront différemment les candidatures. *« Chaque programme est responsable de l'étude des dossiers des postulants,* informe-t-elle. *Les programmes donnant une pondération aux résultats littéraux devront pondérer autrement les dossiers des candidats, en tenant compte d'autres critères. »* Ces derniers pourront notamment inclure l'expérience de l'étudiant en recherche, une entrevue, des lettres de recommandation et les commentaires des superviseurs de stages à l'externat, précise la professeure agrégée.

Ce changement de mentalité et de priorités s'avérera positif selon Amélia. *« Je n'ai pas vraiment d'inquiétudes par rapport aux entrevues pour la résidence* [spécialisation], raconte-t-elle. *Au contraire, puisque les notes ont beaucoup moins d'importance, ce sont plutôt l'implication et le développement des compétences humaines et sociales des étudiants qui prennent le devant. »* L'étudiante souligne que la nouvelle notation la rassure beaucoup quant à la qualité des futurs médecins, qu'elle estime moins centrés sur la compétition et davantage sur les qualités sociales et relationnelles.

L'UdeM et l'Université Laval sont les deux dernières universités au Canada ayant effectué cette transition, à la rentrée 2018, dans leur programme de médecine.

L'**ANNÉE PRÉPARATOIRE** TOUJOURS NOTÉE

La docteure et vice-doyenne aux études médicales de premier cycle, Geneviève Grégoire, explique que le changement du système de notation a été effectué pour les deux premières années de médecine. En ce qui concerne les étudiants de l'année préparatoire du programme, la « prémed », ces derniers sont toujours notés de la manière traditionnelle. Cette année préparatoire n'est pas sélective, c'est-à-dire que la quasi-totalité des étudiants vont rentrer en première année.

Selon la professeure agrégée, la raison est que la première année repose sur la nature des apprentissages faits lors de l'année préparatoire. *« Nous ne pouvons pas apporter l'argument majeur que nous avons mis de l'avant pour le passage de "succès" ou "échec", c'est-à-dire l'approche par compétences,* développe-t-elle. *Ainsi, nous n'aurions pas les arguments pour convertir l'évaluation de l'année préparatoire en "succès" ou en "échec". »*

PARCOURS DE COMBATTANTES

Étudier avec un enfant en bas âge n'est pas simple pour les parents-étudiants de l'UdeM. L'absence de réglementation et un manque d'installations dédiées peuvent rendre la tâche difficile aux jeunes mamans.

PAR JEAN-BAPTISTE DEMOUY

« *Je suis venue avec ma fille et j'ai allaité en public à l'Université*, rapporte l'étudiante au baccalauréat en histoire de l'art Mélissa Sénésac. *Personne n'a émis de jugement et des gens m'ont même félicitée.* »

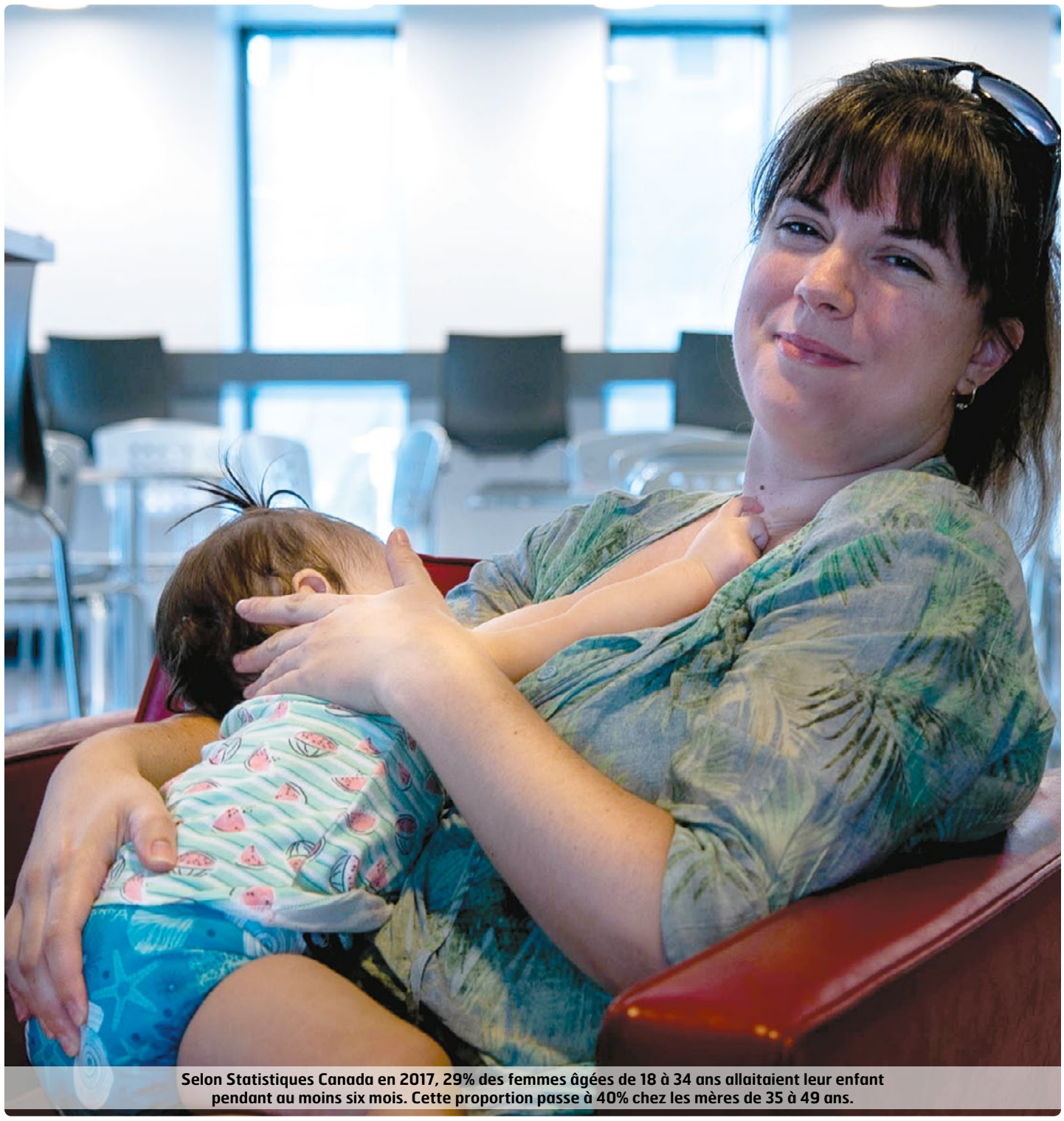


Photo : Alpha Coulibaly

Selon Statistiques Canada en 2017, 29% des femmes âgées de 18 à 34 ans allaitaient leur enfant pendant au moins six mois. Cette proportion passe à 40% chez les mères de 35 à 49 ans.

> « *J'ai essayé d'amener ma fille de deux mois en classe, mais ça a été un échec. Je suis sortie par gêne, car elle faisait du bruit et j'ai loupé mon cours. Mon professeur a été compréhensif et m'a rassurée.* »
>
> **Valeriya Belskikh**
> Étudiante au baccalauréat en physique

L'étudiante raconte qu'elle fait partie du groupe Facebook Parents-Étudiants UdeM, qu'elle considère comme une importante ressource. Par l'intermédiaire de cette plateforme, Mélissa pose ses questions concernant ce qu'il est possible de faire ou non dans l'enceinte de l'UdeM, comme amener son enfant en classe, allaiter, tirer son lait, et en profite pour partager ses expériences avec d'autres parents dans la même situation. *« J'y trouve conseils et réconfort*, s'enthousiasme-t-elle. *C'est merveilleux et je me sens à ma place. »*

Un vide institutionnel

Allaiter à l'Université s'est avéré compliqué pour l'étudiante au baccalauréat en physique Valeriya Belskikh. *« J'ai essayé d'amener ma fille de deux mois en classe, mais ça a été un échec,* raconte-t-elle. *Je suis sortie par gêne, car elle faisait du bruit et j'ai loupé mon cours. Mon professeur a été compréhensif et m'a rassurée. »*

À la suite de cette mésaventure, l'étudiante a cherché à se renseigner sur les infrastructures existant à l'UdeM. *« Je n'ai aucune connaissance des mesures mises en place par l'UdeM pour les mamans allaitant leur enfant*, indique-t-elle. *Je ne crois pas qu'il y en ait. »*

Selon la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara, il n'y a pas de position institutionnelle sur l'allaitement. L'UdeM n'encadre pas cette pratique. *« Nous n'avons pas eu de demandes spécifiques à ce sujet,* détaille-t-elle. *Si cela était le cas, nous serions prêts à les étudier. Les tables à langer que vous trouvez dans les salles de bain découlent directement de ce procédé. »*

Solutions sur le campus

« On propose aux parents de venir allaiter librement, indique la directrice de la halte-garderie Le Baluchon, Anne Lessard. *La porte est toujours ouverte, à condition de nous prévenir. Une autre solution, quand le bébé est inscrit à la garderie, c'est de nous fournir du lait maternel congelé pour le nourrir au besoin. »* La FAÉCUM et Le Baluchon offrent un service de garde en fonction des besoins, en proposant aux parents des horaires flexibles.

Toutefois, Mme Lessard met en garde les parents face aux défis que représentent le monde étudiant et la parenté. *« Le temps en cours devrait être consacré aux études, et un enfant ne peut rester inactif pendant trois heures*, avertit-elle. *La solution la plus viable est de l'inscrire en garderie en fonction de ses cours. »* Pour la directrice, étudier représente déjà un défi en soi et la présence d'un enfant pourrait être source de distraction.

Droit inaliénable

L'allaitement est un droit inaliénable protégé par la Charte canadienne des droits et libertés. *« Si allaiter est mon droit, tirer mon lait est une extension de ce droit,* déclare l'étudiante au microprogramme en statistiques sociales Émilie Noël. *À mon premier cours, j'ai averti ma classe que je comptais tirer mon lait et tout le monde a accepté naturellement, professeur compris »*, raconte-t-elle.

Au début, par pudeur, elle admet ne l'avoir fait que pendant les pauses, mais rapidement Émilie a pris confiance en elle. *« Je peux tirer mon lait deux à trois fois pendant le cours*, précise-t-elle. *Je l'ai fait aussi à la cafétéria et je n'ai jamais eu de remarques ou quoi que ce soit. »*

C'est durant la session qu'elle a découvert l'existence d'endroits dédiés aux jeunes mères, mais leur nombre limité l'a dissuadée d'y recourir. *« Je ne les utilise qu'à l'occasion avec bébé pour avoir un peu de calme »*, explique Émilie. Elle ajoute ne pas avoir envie de se cacher, ni pour allaiter ni pour tirer son lait, et ce au sein de l'Université ou non.

LE **TABOU**

Selon un sondage Léger effectué du 21 au 24 avril 2018, 83 % des Canadiens estiment qu'il est socialement acceptable qu'une mère allaite son enfant dans un lieu public. À l'échelle du pays, le Québec est la province la plus tolérante envers l'allaitement en public, avec 86 % d'opinions favorables. L'Alberta est la province la plus réticente avec seulement 76 % de réponses positives.

L'ART DÉCO

Les expositions font peau neuve et se modernisent pour offrir une expérience différente à leurs visiteurs. De nouvelles installations numériques voient le jour pour permettre au public de profiter pleinement des œuvres exposées.

PAR LEÏLA BENGHARBI

Le Centre Phi présente régulièrement des installations à la pointe de la technologie.

Photo : Courtoisie Centre Phi | Sandra Larochelle

À l'instar du Musée des beaux-arts et du Centre d'exposition de l'UdeM, de nombreux sites offrent désormais des services connectés dans leurs enceintes. Que ce soit à l'aide de tablettes, d'écouteurs ou d'écrans, la technologie est fortement présente au milieu de l'art et elle lui est utile, comme le confirme la chargée des relations médias du Musée des beaux-arts de Montréal, Patricia Lachance. *« Parmi les prestations numériques que l'on offre, nous avons également développé une application permettant aux élèves de secondaire de visiter le musée à l'aide d'un parcours virtuel,* explique-t-elle. *C'est une autre façon très ludique d'aborder l'art. »*

Démocratisation

Selon Mme Lachance, la technologie est apte à séjourner parmi les œuvres. Au-delà d'une meilleure compréhension, ces installations permettent à un public plus large d'apprécier la visite, précise la représentante du musée. *« Pour nous, les plateformes numériques permettent vraiment de sortir les œuvres de leur contexte et de démocratiser l'art,* affirme-t-elle. *Le public peut apprendre et réfléchir autour des collections. C'est un vecteur d'apprentissage et un outil de compréhension simplifié. »*

Développer l'art par la technologie

Dans cette optique d'innovation et de connexion, l'ambition du Musée des beaux-arts de Montréal est de développer un lien entre les visiteurs et les œuvres grâce aux nouvelles technologies. Pour la gestionnaire numérique du musée, Rebecca Rouleau, ces méthodes sont une passerelle pour l'art. *« Nous utilisons la technologie à titre d'outil accompagnateur pour expérimenter les œuvres*, précise-t-elle. *Elle ne viendra pas empiéter sur l'art, mais au contraire elle viendra le valoriser davantage. »*

Un accès plus élaboré et privilégié aux œuvres est créé. L'interaction avec l'exposition n'est pas rompue, elle est décuplée, assure Mme Rouleau. *« Ces plateformes permettent de décloisonner le musée et de rapporter un peu de ces œuvres dans son téléphone intelligent »*, ajoute-t-elle. Les outils connectés sont utilisés dans un contexte d'apprentissage et de démocratisation du domaine artistique.

Compatibilité

D'après la gestionnaire numérique des expositions, une trop forte utilisation de ces technologies ne risque pas de prendre le dessus sur les expositions et peut être complètement compatible avec l'art. *« Le numérique peut s'avérer utile à des fins de vulgarisation ou pour rendre une exposition plus accessible »,* explique l'étudiante en DESS arts, création et technologie à l'UdeM Nina Poulain.

Pour elle, qui mêle technologie et art quotidiennement, ces deux sujets sont complémentaires. Il n'y a plus de frontière fermée entre le numérique et l'art. *« En utilisant un média plus "contemporain", on peut se sentir plus investi par une exposition*, affirme Nina. *Selon moi, le numérique est tout à fait compatible avec l'art et ne prendra pas le dessus, car il fait partie du domaine des arts. »* Les écrans et tablettes présents dans les expositions ont donc leur place, d'après l'étudiante.

Les Beaux-Arts comme le Centre Phi tentent de développer le lien entre les visiteurs et les œuvres grâce à des outils connectés.

APPLICATIONS MOBILES

APP VITAM AETERNAM

Une application pour faire l'épicerie, une pour rappeler l'heure de l'entraînement, une autre pour s'orienter dans la ville… De nouvelles applications mobiles apparaissent au fur et à mesure que les développeurs déterminent de nouveaux besoins. Une stratégie qui contribue à garder les utilisateurs connectés.

PAR ANDRÉE-ANNE THÉRIAULT

Pour les développeurs d'applications mobiles, l'intelligence artificielle est devenue un outil primordial afin de connaître les préférences des usagers, estime la stratège expérience client et utilisateur, Chanel Fournier. *« On utilise l'intelligence artificielle pour être capable de prévoir ce qui sera intéressant pour un étudiant en fonction de ce qu'il fait sur l'application,* souligne celle qui œuvre chez Ready Education, une entreprise concevant des applications pour les universités. *S'il va à un match de football, on pourra lui en suggérer davantage. »*

La géolocalisation

Selon le professeur au Département de génie informatique et génie logiciel de Polytechnique Montréal Alejandro Quintero, savoir où se trouvent les clients potentiels multiplie les possibilités de publicité et de promotion, et c'est ce que permet la géolocalisation. *« Google Maps*

D... NNECTÉ

Photo : Courtoisie Centre Phi | Sandra Larochelle

Le Festival du Temps et du Silence (T/S) invite les Montréalais à prendre une pause et à se recentrer sur soi en se donnant le temps de le faire. Pour cela, douze performances d'arts vivants pour déconnecter seront proposées dans plusieurs endroits de la ville.

PAR CHARLOTTE MORAND

Après avoir organisé le Festival Air* l'an passé, l'organisateur du Festival T/S, Thomas Duret, propose cette année un événement indépendant sur les thèmes du temps et du silence. *« Tout le monde court après le temps, et le silence ne se trouve nulle part ou presque,* explique-t-il. *Le but du festival est de proposer un temps d'arrêt aux citoyens. »* Pour ce faire, le festival s'étale du 1er septembre au 30 novembre, et les performances des artistes, qu'il appelle aussi *« interruptions »,* visent une déconnexion, au moins momentanée, de la réalité.

Plaidoyer pour un art déconnecté

Ce festival démontre que des projets artistiques prenant forme de manière ponctuelle peuvent exister dans l'instant présent, loin de toute technologie. Quand on les interroge à ce sujet, plusieurs artistes, attachés au festival ou non, mettent en avant les enjeux d'un art déconnecté tels que les dimensions humaines ou relationnelles. De plus, ils valorisent l'expérience inattendue avec l'art ainsi que l'expérience sensorielle et émotionnelle que l'on ne retrouve pas avec des vecteurs multimédias.

> *« Tout le monde court après le temps et le silence ne se trouve nulle part ou presque ; le but du festival est de proposer un temps d'arrêt aux citoyens »*
>
> **Thomas Duret**
> Artiste et organisateur du Festival du Temps et du Silence

C'est le cas de l'artiste Eddie Maleterre, qui propose la performance « Puissance Cube » au festival. Il partage cette conception, même s'il ne dénigre pas un art plus connecté. *« Une photo d'une œuvre ça ne touche pas comme une œuvre,* analyse-t-il. *Une œuvre, ça vient nous chercher ou non, ça crée une émotion. »*

Suivant cette logique, M. Duret explique que la place du public dans le festival a été pensée de façon différente selon les projets. Le but n'est pas d'augmenter le nombre de participants aux événements, mais de permettre à toute personne, connaissant l'événement ou non, de vivre une expérience grâce à l'art. *« On ne cherche pas à avoir une abondance de spectateurs,* souligne-t-il. *Ce qui compte, c'est que les gens qui ont été là aient véritablement vécu une interruption. »*

Ainsi, le public peut assister d'une manière traditionnelle à certaines performances ou prendre part à des projets participatifs en étant informé, mais il peut également être invité à découvrir ou à participer à certains projets par hasard. *« Le but est de se laisser guider par son ressenti et peut-être ensuite de mener une réflexion »*, affirme l'organisateur. Il ajoute que d'autres prestations impliquent un public invisible. Autrement dit, le spectateur ne sait pas qu'il est en train d'assister à une performance. Le but est que l'art ne soit pas catégorisé, mais qu'il vienne juste interrompre le flot de pensées des gens qui y sont confrontés.

L'art à l'ère du numérique

Dans une large mesure, les artistes interrogés s'accordent en revanche pour pointer les avantages des réseaux sociaux, notamment en ce qui concerne la promotion des artistes et de leur travail ainsi que l'élargissement du champ de contacts. Le numérique est aussi globalement bien accueilli. *« Je ne pense pas forcément que ce soit malsain, c'est juste une autre perspective*, suggère un des membres du Collectif de designers Thomas Coulombe-Morency. *Il faut l'accepter, l'art aussi a le droit d'évoluer. Ça permet d'explorer d'autres champs, d'élargir nos horizons. »*

Les différents médias et les nouvelles technologies sont ainsi de plus en plus utilisés dans la réalisation de projets artistiques, que ce soit pour trouver de l'inspiration ou dans la conception des projets. C'est le cas d'une majorité de musées à Montréal, des Beaux-Arts au Centre d'exposition de l'UdeM.

* Le Festival Air est un événement éphémère d'arts vivants qui s'est déroulé dans des lieux abandonnés ou délaissés de Montréal, du 10 au 13 août 2017. Dans ce cadre, 13 projets ont été réalisés autour de diverses thématiques sociopolitiques.

L'abréviation « app » pour application a été nommée mot de l'année en 2010 par la société américaine de dialectique.

Photo : Zacharie Routhier

peut vous suggérer des restaurants à proximité lorsque vous êtes dans un quartier, se rappeler de vos goûts et ensuite vous suggérer plus du type de cuisine que vous préférez », note-t-il.

Le contrôle d'objets via les applications

Changer la température de la maison, la luminosité, de même que contrôler des caméras de surveillance est désormais possible à partir d'un téléphone mobile. Relier les objets du quotidien au téléphone des gens constitue une autre stratégie pour les garder connectés, selon le professeur.

« Le problème de la sécurité des informations personnelles demeure préoccupant », rappelle M. Quintero. Les technologies utilisées par les applications sont en plein essor et seront probablement de plus en plus mises à profit dans les années à venir, conclut-il.

DES DONNÉES EN POCHE

Le projet INTERACT, dont le chapitre montréalais est mené par une équipe de chercheurs de l'UdeM, vise à étudier l'incidence des aménagements urbains sur la santé et la vie quotidienne des citadins. Les données du projet sont récoltées par des « citoyens scientifiques » à l'aide d'une application conçue à cet effet, installée sur leur téléphone intelligent.

PAR ANNA-LUNA ROSSI

Le professeur à l'École de santé publique de l'UdeM Yan Kestens est le chercheur principal du chapitre montréalais du projet INTERACT.

Photo : Alpha Coulibaly

L'application, qui se nomme *Ethica,* collecte les données de déplacement, mais aussi d'interactions sociales des citoyens souhaitant participer à la recherche. *« Nous portons tous sur nous un téléphone portable bardé de capteurs, qui collecte sans arrêt des données »,* souligne le professeur agrégé à l'École de santé publique de l'UdeM Yan Kestens. Pour le chercheur du projet INTERACT, les téléphones intelligents constituent un outil tout désigné pour récolter des informations utiles au projet.

Une technologie de pointe

Une telle collecte de données nécessite l'utilisation de plusieurs algorithmes et de nombreuses techniques d'analyse qui font le lien entre environnement, comportement et santé. Les chercheurs du projet collaborent donc avec des informaticiens, dont certains de l'UdeM. *« Nous travaillons également avec des chercheurs en intelligence artificielle pour créer des logiciels capables de détecter les modes de transport utilisés »,* précise M. Kestens.

> ***« Nous portons tous sur nous un téléphone portable bardé de capteurs, qui collecte sans arrêt des données. »***
>
> **Yan Kestens**
> Professeur agrégé à l'École de santé publique de l'UdeM

Les données GPS et l'accéléromètre, à savoir le capteur mesurant le mouvement du téléphone et donc de la personne qui y est associée, permettent à l'application de fonctionner. *« Nous sommes ainsi capables d'estimer le niveau d'activité physique, le niveau de sédentarité, les modes de transport et donc le type d'environnement »,* expose-t-il. Pour des résultats plus précis, le projet utilise parfois le *sensedop*, petit appareil se portant à la hanche, mis au point au centre de recherche de l'Université, comportant lui aussi un GPS et un accéléromètre.

Se connecter pour la recherche

Près de 1 200 citoyens scientifiques de 18 ans et plus et aux profils variés participent au projet. *« Notre objectif est de baser la recherche sur un échantillon de taille plus importante, pour aller chercher des données plus objectives,* explique M. Kestens. *Nous espérons arriver à au moins 3 000 citoyens scientifiques. »* Si le projet est basé sur du bénévolat de la part des citadins, ceux qui s'inscrivent peuvent également gagner des prix sous la forme de bons d'achat.

Les citoyens scientifiques gardent l'application sur leur téléphone pendant 30 jours et doivent répondre à un certain nombre de questions. *« Au début, on me demandait trois fois par jour si j'étais heureuse,* s'amuse la participante à l'étude Caroline Cormier. *Le fait de me le demander, ça m'a forcée à avoir un regard réflectif sur moi-même. »*

C'est devenu, pour elle, un sujet de conversation. *« Ça arrivait aux heures de repas,* raconte celle qui enseigne la chimie au collégial. *Je m'interrompais pour dire ˝attendez, il faut que je regarde si je suis heureuse maintenant !˝ ».*

Au fil du temps, Caroline a constaté que les questions sont devenues plus profondes et complexes. *« J'ai l'impression qu'ils vont analyser ça pendant des années*, ajoute-t-elle, en référence au nombre important de données recueillies. *Ça va être très riche. »*

Un partenariat engagé

Selon le responsable du secteur environnement urbain et santé à la Direction de la santé publique, Louis Drouin, le rôle de la santé publique est, entre autres, de collaborer avec des projets de recherche comme INTERACT.

« Améliorer l'activité physique de transport est une de nos priorités, raconte M. Drouin. *Lorsqu'il* [Yan Kestens] *m'a parlé du projet, j'y ai tout de suite vu un partenariat essentiel à mettre en place, puisqu'il vise à évaluer les interventions urbaines pouvant favoriser la mobilité active. »* Selon lui, ce type de partenariat avec la recherche donne également beaucoup de crédibilité aux résultats.

Depuis 2005, la Direction de la santé publique est en effet partenaire du plan de développement durable, avec la collectivité montréalaise.

LE PROJET **INTERACT**

Financé par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) depuis 2016, le projet INTERACT (INTErventions urbaines, Recherche-Action, Communautés et sanTé) est basé sur la compréhension et l'évaluation de l'incidence du changement urbain sur la santé publique*.

Son but est d'offrir un suivi des conséquences des nombreux investissements urbains sur la qualité de vie et sur le bien-être de la population, selon le chercheur Yan Kestens. Pour ce faire, son équipe a mis en place divers outils et méthodes pour collecter des données. Ces dernières servent également à aider les villes à prendre de meilleures décisions pour leurs habitants. Par exemple, en évaluant l'influence de la qualité de l'air et l'incidence de la pollution sur la santé, INTERACT rejoint des objectifs de développement durable qui convergent avec ceux de la santé publique, selon la Direction de la santé publique de Montréal.

La recherche est menée par un ensemble de chercheurs dans tout le Canada. L'un de ces chercheurs est à Montréal, d'autres se trouvent en Colombie-Britannique ou encore à Terre-Neuve et au Saskatchewan*.

*www.equipeinteract.ca

L'« OR NOIR » DU CYBERESPACE

Les internautes divulguent sur le Web, consciemment ou non, des informations personnelles qui bâtissent leur empreinte numérique. La professeure au Département d'informatique et de recherche opérationnelle Esma Aïmeur, spécialisée dans l'intelligence artificielle et la protection de la vie privée, appelle à un comportement technologique responsable et à une vigilance constante.

PAR CHLOÉ DIORÉ DE PÉRIGNY

***Quartier Libre* : Quelles informations les *data brokers,* ces individus qui acquièrent et vendent des données personelles à des fins marketing, récupèrent-ils sur Internet ?**

Esma Aïmeur : Tout ce que l'on fait sur Internet peut potentiellement laisser une trace et être réutilisé. Les *data brokers* récupèrent à la fois des informations sur notre identité (nom, prénom, adresse, etc.), notre vie privée (religion, orientation sexuelle, etc.), nos finances, nos comportements d'achat, nos voyages ou notre état de santé. Chaque information génère des données sur nos comportements, nos centres d'intérêt, nos besoins et nos opinions. Tous ces renseignements pourraient intéresser les différents acheteurs, comme des compagnies privées, pour mieux connaître leur public et adapter la publicité en conséquence.

***Q. L.* : Comment ces informations sont-elles récupérées à notre insu ?**

E. A. : La récolte d'informations passe par les publications et photos que l'on met en ligne de notre plein gré, mais aussi par d'autres biais plus vicieux, comme les *cookies* et les *log files*. Ces fichiers stockés par les navigateurs Web des internautes enregistrent leur géolocalisation, les sites Internet qu'ils consultent, à quelle fréquence ils les visitent et combien de temps ils y restent, puis interprètent cette information. Par exemple, si vous entrez plusieurs fois sur un moteur de recherche le nom d'un médicament pour le diabète, l'information sera récupérée et pourra être vendue à votre assureur, même si vous n'êtes pas forcément atteint de diabète.

***Q.L. :* Concrètement, comment cela se produit-il ?**

E. A. : Aucune recherche n'est neutre et on ne s'en rend pas compte. Si le navigateur n'est pas privé ou si le réseau sans fil est public et non sécurisé, les *data brokers* auront accès encore plus facilement à nos informations. Par ailleurs, si on rentre un mot de passe sur un site Internet sécurisé et qu'en même temps, d'autres pages non sécurisées sont ouvertes sur le même navigateur, un risque existe. Une passerelle peut se créer et permettre le transfert des données. Les caméras de nos cellulaires, de nos ordinateurs, voire de nos télévisions intelligentes peuvent aussi parfois nous filmer ou nous enregistrer à notre insu. L'espionnage est partout, et dans quelques années, *Black Mirror* ne sera plus de la science-fiction.

***Q. L.* : Et la législation dans tout cela ?**

E. A. : Il existe de nombreuses lois sur la protection de la vie privée sur Internet au Canada et ailleurs dans le monde. Le problème, c'est de les mettre constamment à jour pour prendre en compte les avancées technologiques. La plupart des législations sur la vie privée limitent l'accès aux renseignements personnels, mais ne parlent pas de monétarisation des données. Pourtant, on vit aujourd'hui dans une colonie numérique où les données personnelles sont le nouvel « or noir » et où les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) sont les seules vraies superpuissances. Le fait d'avoir accès à notre vie privée leur donne de puissants moyens pour nous contrôler.

***Q. L.* : Que faire alors pour protéger sa vie privée ?**

E. A. : Il faut adopter un comportement technologique responsable au quotidien. Par exemple, vérifier l'état de nos antivirus, utiliser régulièrement un logiciel de nettoyage des *cookies* comme CC Cleaner ou AdwCleaner, utiliser des réseaux privés virtuels (VPN) ou surfer en navigation privée afin de rendre la tâche plus difficile pour les pirates informatiques. Il ne faut jamais ouvrir d'autres fenêtres de navigation quand on remplit des informations financières ou médicales, et il est nécessaire de vérifier que les sites consultés utilisent un protocole HTTPS (« S » pour *Secure*) et non pas HTTP [dans la barre de navigation].

Il faut aussi être conscient que l'information sur Internet n'est jamais sécuritaire à 100 % et que l'on est responsable de ce que l'on diffuse sur nous et sur notre entourage, le droit à l'oubli n'existe pas. Toutes les informations ne sont pas utilisées à des fins maléfiques, loin de là, mais il faut être vigilant. Le véritable maillon faible de notre sécurité, c'est nous-même.

LEXIQUE

Réseaux privés virtuels :

Systèmes permettant de faire des liens directs entre des ordinateurs distants sous forme de réseau privé. Ils permettent également de naviguer sur le Web de façon relativement anonyme, notamment en rendant l'identification et la localisation de l'internaute plus difficiles.

Protocole HTTPS :

Combinaison placée devant l'adresse Web (ex.: https://www.quartierlibre.ca) se différenciant du « HTTP » traditionnel par une couche de chiffrement. Cela garantit théoriquement la confidentialité des données de l'internaute.

ÉLECTIONS QUÉBEC

OPÉRATION SÉDUCTION

Les jeunes sont particulièrement ciblés par la nouvelle campagne publicitaire du Directeur général des élections du Québec (DGEQ) qui s'active sur les médias sociaux. D'autres initiatives chevauchent celle du DGEQ pour attirer la relève électorale aux urnes le 1er octobre.

PAR ÉLOÏSE MARTEL-THIBAULT

Photo : Courtoisie Élections Québec

Élection Québec a réalisé une capsule humoristique avec le planchiste olympique Sébastien Toutant pour inciter les jeunes à aller voter.

Le DGEQ observe un déclin du nombre de personnes qui votent. Ce phénomène s'accentue avec la nouvelle génération d'électeurs. En 2014, 55,7 % des jeunes de moins de 35 ans se sont déplacés pour voter. Les 18 à 39 ans représentent actuellement le tiers de l'électorat.

Une campagne numérique humoristique

La campagne du DGEQ baptisée On est prêts à tout pour que tu votes cible les jeunes sur les médias sociaux : Facebook, YouTube, Instagram, Snapchat et Spotify.

L'offensive propose une touche humoristique. Ce ton passe par des personnalités connues des jeunes comme l'ex-candidate d'*Occupation Double Bali* Alanis Desilets, le planchiste Sébastien Toutant, l'humoriste Yannick De Martino et le duo de Jokes de papa. Le mot-clic #votealamode a aussi été lancé.

« En fait, notre stratégie est d'attirer les jeunes et de capter leur attention, pour ensuite les amener sur notre site Web où ils peuvent s'informer », précise la porte-parole d'Élections Québec, Ahissia Ahua. Elle explique que le site institutionnel a été remanié pour les jeunes, afin qu'il soit plus simple et plus attrayant.

Le professeur émérite au Département de communication, André H. Caron, rappelle que la partie est loin d'être gagnée. « *Faire un clic, c'est une chose. Sensibiliser les jeunes au vote et voter physiquement, c'est autre chose,* nuance-t-il. *Je dirais que c'est un processus de trois étapes. Il faut être certain que les jeunes se rendent à la troisième étape.* »

Celui qui est spécialiste des médias de masse et des technologies nouvelles et émergentes demeure optimiste quant aux résultats de cette campagne. « *S'il y a moindrement un mouvement, ne serait-ce qu'une augmentation de 3 % ou 4 % du vote des jeunes, ce sera peut-être dû à la campagne,* mentionne-t-il. *Il s'agirait d'une confirmation que les stratégies ont pris la bonne direction.* »

Quand le DGEQ n'est pas seul à parler aux jeunes

Les ex-candidates d'*Occupation Double Bali,* Jessie Nadeau et Alexandra Stellini, abordent aussi la politique sur les médias sociaux en cette campagne électorale. Or, cette initiative — intitulée *Les Enjeux-liveuses* — vient d'elles et non du DGEQ. Elles souhaitent sensibiliser les jeunes à la politique, tant en période de campagne qu'après, à travers des capsules Web.

« C'est rare qu'on entende parler de politique sur Instagram, dénonce l'influenceuse Alexandra Stellini. *J'ai l'impression qu'il y a beaucoup de jeunes qui sont moins rejoints par la politique, et j'aimerais rendre ça accessible. C'est un sujet qui nous concerne tous. »* Elle ajoute que selon elle, le vote des jeunes aura une grand incidence et qu'il est important d'en prendre conscience.

OÙ VOTER À L'UdeM ?

Un bureau de vote s'installera dans tous les établissements de 300 étudiants et plus. Les étudiants de l'UdeM pourront voter les 21, 25, 26 et 27 septembre aux emplacements suivants : Roger Gaudry, 3200, rue Jean-Brillant, Marie Victorin, Laval, Saint-Hyacinthe et Longueuil.

LES URNES D'AILLEURS

En octobre, le Québec ne sera pas seul à tenir des élections. C'est également le cas du Cameroun et du Brésil. *Quartier Libre* a rencontré deux étudiants originaires de ces pays afin d'en discuter.

PAR HÉLÈNE POULAIN ET MARIA DEL PILAR ANSALDO

Essomba souhaite devenir entrepreneur au Cameroun afin d'apporter de nouvelles initiatives au sein de son pays.

Photo : Alpha Coulibaly

CAMEROUN

Le 7 octobre prochain se déroulera l'élection présidentielle au Cameroun. Seuls 6,5 millions d'habitants sont inscrits sur les listes électorales sur les 12 millions éligibles à voter, selon les estimations locales.

Neuf candidatures ont été annoncées et validées depuis le début du mois d'août, dont celle du président actuel, Paul Biya. Considéré par plusieurs observateurs comme grand favori de ces élections, il serait élu pour un sixième mandat, après 36 ans au pouvoir.

L'étudiant à la majeure en sciences économiques Essomba Mendouga se tient informé des programmes et des campagnes des différents partis grâce aux réseaux sociaux et aux *talk-shows*. *« C'est comme si j'y étais, puisque je suis régulièrement informé,* raconte-t-il. *Je me tiens au courant de tout ce qui se passe. »*

L'espoir de changer les choses

Arrivé au Canada depuis Yaoundé, Essomba s'est très rapidement rendu au consulat du Cameroun afin de s'inscrire sur les listes électorales. *« S'il faut changer les choses, je dois commencer par donner ma voix »,* affirme celui qui est arrivé à Montréal il y a maintenant deux ans. Il pourra ainsi voter, malgré les quelque 10 000 kilomètres le séparant de chez lui.

Essomba souhaite devenir entrepreneur au Cameroun afin d'apporter de nouvelles initiatives au sein du pays. Fort de ce désir de renouveau, il espère de ces élections présidentielles un profond changement, accompagné d'un engagement de l'ensemble de la population. *« Ma voix compte,* avance-t-il. *Toute voix compte, sans exception. »* (H.P.)

BRÉSIL

Si l'étudiante à la maîtrise en études internationales Julia Djaia le pouvait, elle voterait pour Luiz Inácio Lula da Silva, dit « Lula ». Le candidat favori du Partido dos Trabalhadores [Parti des travailleurs, PT] a cependant été suspendu par la justice et emprisonné en raison d'une condamnation pour corruption, puis déclaré inéligible le 1er septembre dernier par la plus haute cour électorale du Brésil.

Elle se tourne donc vers son successeur, Fernando Haddad. *« Je vivais à Sao Paulo lorsqu'il était maire,* raconte Julia. *La jeunesse a vu un changement important dans la ville sous sa gouverne. »*

Pas de scrutin pour Julia

Celle qui se rend normalement aux urnes à chaque élection se désole de ne pas avoir eu l'occasion de changer son adresse à temps. Elle ne pourra donc pas participer au scrutin par correspondance cette année. L'étudiante sera tout de même bénévole lors du comptage des votes au consulat brésilien de Montréal. C'est sa manière de participer à distance au processus électoral de son pays.

Se rapprocher de chez soi

Tout au long de l'élection, il a été très facile pour l'étudiante en études internationales d'obtenir de l'information, notamment par la radio brésilienne. Pour elle, c'est une façon de se sentir près de sa famille restée au pays.

Pour le parti des travailleurs

« Le Partido dos trabalhadores n'est pas autant à gauche que ce dont on aurait besoin au Brésil, croit Julia. *Cependant, c'est le seul parti progressiste qui a une chance de gagner. »* Elle ajoute qu'il a gouverné pendant 14 ans et que, selon elle, il a profondément changé la réalité des Brésiliens et des Brésiliennes. (M.D.P.A)

Julia Djaia estime que les Brésiliens ont besoin d'un gouvernement pouvant atténuer les différences sociales et économiques afin d'assurer le développement de leur pays.

Photo : Alpha Coulibaly

DIRE OU NE PAS DIRE

D'ici le 1er janvier 2019, les universités et les collèges ontariens devront rédiger une politique encadrant ce qui peut ou non être dit sur leurs campus, sous peine de pénalités budgétaires. Cette décision s'ajoute au cadre légal fédéral déjà en place.

PAR LIZA LEBLOND

« Même si la liberté d'expression est un droit protégé par la Charte canadienne des droits et libertés, il peut être important de rappeler qu'elle a ses limites », note le professeur à la Faculté de droit de l'UdeM Pierre Trudel.

Dans le Code criminel canadien, l'article 319 prévoit que le discours public incitant à la haine contre un groupe ciblé est punissable par la loi.

Il voit cependant l'ingérence du pouvoir politique dans les affaires universitaires de façon négative. *« Le principe de liberté est acquis dans la plupart des universités,* affirme-t-il. *Que le gouvernement intervienne, ça contrevient au principe d'autonomie universitaire. »* La décision devrait donc, selon lui, être entre les mains de la direction des campus.

La professeure au Département de science politique de l'UdeM Pascale Dufour appuie les propos de son collègue. *« Je pense que l'idée d'avoir une direction à l'intérieur des universités peut être une bonne chose au moment où les gens ne sont pas d'accord sur ce que l'on a le droit de dire ou de ne pas dire, et pourquoi »,* indique-t-elle.

Quand les assos s'en mêlent

Certaines associations étudiantes se sont déjà résolues à encadrer les propos acceptés sur leur campus. L'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH) s'est donné pour mandat d'empêcher l'instrumentalisation de la liberté d'expression et de la liberté universitaire lorsque celles-ci servent à tenir des propos oppressifs.

En avril 2017, les organisateurs de deux débats ont décidé d'annuler leurs évènements. Ils ont craint de subir des pressions de l'AFESH en raison de la présence du chroniqueur Mathieu Bock-Côté, qui aurait indisposé certains étudiants, rapporte *Le Devoir.*

Pour la professeure de science politique, une telle suppression du débat n'est pas saine. *« Dans une démocratie, il y a forcément des conflits*, estime-t-elle. *Est-ce que ce type de politique vise à tuer le débat dans l'œuf ? »* Elle ajoute que, selon elle, l'essence de la démocratie réside dans la mise en débat d'idées différentes.

À l'UdeM

La porte-parole de l'Université, Geneviève O'Meara, abonde dans le même sens. *« Il est bien sûr évident que nous ne tolérons aucun appel à la haine et que nous considérons que les discours haineux n'ont pas leur place dans un contexte universitaire,* affirme-t-elle. *Cela dit, nous considérons aussi que nous devons laisser libre cours aux débats d'idées et aux divergences d'opinions. »*

Elle conclut en expliquant qu'un campus universitaire est un endroit propice au débat, car c'est, selon elle, ce qui permet entre autres à la société de continuer à évoluer.

L'ACCORD DES DÉSACCORDS

Récemment, deux anciens professeurs de français belges ont coécrit un texte proposant de rendre invariable l'accord des participes passés précédés de l'auxiliaire avoir. Le Québec n'est pas exclu des discussions entourant la remise en question de cette règle.

PAR PATRICE SENÉCAL

«*Pourquoi l'esprit critique s'arrête-t-il au seuil de l'orthographe ?* », se demandent les auteurs de la tribune parue dans le quotidien français *Libération* le 2 septembre dernier. Appuyés par la Fédération de Wallonie-Bruxelles et nombre d'instances linguistiques belges, ils affirment que cet accord n'est plus porteur de sens.

« Notre langue est en décadence, en pleine dégénérescence », s'est alarmé le membre de l'Académie française et écrivain Jean-Marie Rouart. Celui qui siège à l'institution depuis 1998 s'oppose fermement à la proposition avancée par les professeurs. La Fédération de Wallonie-Bruxelles a depuis calmé le jeu, précisant qu'elle n'irait de l'avant avec une telle réforme que si elle s'inscrit dans un cadre international.

Au Québec

Le professeur titulaire au Département des études littéraires de langue française Benoît Melançon ne croit pas à une décadence du français au Québec. *« Non, la langue ne se simplifie pas*, affirme l'auteur de l'ouvrage, *Le niveau baisse*. Les langues évoluent*. *»* Il admet que plusieurs modifications ont vu le jour par le passé tant au niveau du vocabulaire que dans le lexique. Le mot *trampoline*, par exemple, a été revu par l'Office québécois de la langue française (OQLF) et peut dorénavant s'employer au féminin. *« La syntaxe n'est pas modifiée de façon profonde* [au Québec] *»,* tempère cependant le professeur.

M. Melançon voit d'un bon œil la proposition de réviser la règle d'accord des participes passés. *« À mes yeux, cette proposition est parfaitement défendable,* note-t-il, *le niveau baisse*. Il y a beaucoup de choses qu'on pourrait faire qui seraient plus utiles que de passer beaucoup de temps sur cette règle ».* Il croit qu'enseigner l'histoire de la langue serait plus pertinent.

Prudence

Pour l'OQLF, une telle proposition pourrait voir le jour au Québec, mais pas à n'importe quel prix. *« La modification de règles de grammaire n'est pas une mince tâche et demande l'atteinte d'un large consensus pour pouvoir s'implanter »,* explique le porte-parole et secrétaire à la coopération linguistique, Jean-Pierre Le Blanc. Il assure toutefois que l'Office n'ignore pas l'évolution de la langue française au Québec comme ailleurs dans la francophonie.

Le Bureau de la valorisation de la langue française de l'UdeM ne veut pas se risquer à prendre position sur le dossier des participes passés. *«* [On] *est à l'affût des tendances et on effectue une veille en la matière,* rapporte la porte-parole de l'université Geneviève O'Meara. *Le Bureau suit aussi ce que fait l'Office de la langue française qui a pour mandat de définir la norme et d'orienter l'usage du français au Québec. »*

Déjà vu

Ce n'est pas la première fois qu'une telle controverse linguistique s'invite dans la francophonie. En 2016, l'adoption des rectificatifs de l'orthographe par le gouvernement français — proposés en 1990 — par une majorité d'éditeurs en France avait suscité un tollé, alors qu'au Québec, les réactions avaient été plus modérées, évoque M. Mélançon. Il voit l'affaire comme un signe que des changements peuvent se faire.

* Melançon, Benoît. *Le niveau baisse.* Montréal, Del Busso Éditeur, 2015.

VOX POP

Êtes-vous d'accord avec la proposition de revoir la règle sur les participes passés avec l'auxiliaire avoir ?

Photos : Patrice Senécal

Aïcha Baldé
Étudiante au baccalauréat en science politique

Je crois que les règles sont assez complexes comme elles le sont. Si l'on simplifie, ça pourrait permettre aux étudiants d'apprendre des choses plus concrètes et plus intéressantes que les technicités de la langue. On pourrait faire plus de littérature, ou de philosophie. Il faut essayer de montrer aux jeunes à avoir une pensée plus critique plutôt que de leur imposer certaines règles à suivre qui, au final, ne sont pas si importantes pour leur apprentissage ou leur développement intellectuel.

Nohémie Bokuma
Étudiante au baccalauréat en science politique

Je suis tutrice auprès d'élèves de quatrième année et je fais aussi des leçons en français. C'est souvent difficile de leur justifier pourquoi on doit accorder cette règle dans un cas ou pas dans un autre, ce qui pose des limites sur la compréhension des jeunes. Ça serait plus important, surtout au Québec où l'on veut promouvoir notre langue, d'enlever cette règle pour faciliter l'apprentissage de la langue aux nouveaux arrivants.

Philippe Hamel
Étudiant au baccalauréat en histoire

J'ai l'impression qu'on tend à prendre des raccourcis, et c'est un peu de la paresse intellectuelle. Je crois que ces règles sont nécessaires et utiles, surtout dans un milieu universitaire où il faut produire des textes scientifiques. C'est important de garder ces procédés pour la spécificité des mots, mais aussi pour éclairer notre discours.

Georgio El-Balaa
Étudiant au baccalauréat en histoire

Ce que je trouve beau avec le français, c'est sa complexité. Si on lit un texte, on ne verra pas des termes récurrents ou écrits de la même façon. Ils sont écrits différemment selon le contexte et l'accord qu'ils ont. On peut tirer une certaine joie du fait d'arriver à maîtriser une langue aussi singulière.

DU CINÉMA AVEC LES MAINS

Le 14 septembre dernier a eu lieu la 10e édition du festival Stop Motion Montréal, le tout premier festival international entièrement consacré à la technique d'animation en volume. Des courts-métrages du monde entier ont été diffusés à l'Université Concordia, dans le but de faire rayonner la technique d'animation image par image.

PAR EMMA GUERRERO DUFOUR

Le *stop-motion*, ou « animation en volume », est aujourd'hui considéré par le directeur du festival, Érik Goulet, comme le mouton noir du cinéma. À la fois visuel et plastique, cet art pluridisciplinaire requiert selon lui patience et minutie.

La réalisatrice du studio d'animation montréalais Tonic DNA, Myriam Arsenault, partage ce point de vue. *« Le* stop-motion *englobe tellement de techniques artistiques : la sculpture, les maquettes, la création de décors de marionnettes et l'animation de ces dernières, qui ressemble beaucoup au jeu d'acteurs »,* décrit-elle.

De l'animation rétro

Pour cette diplômée de la Faculté des beaux-arts de Concordia, le caractère réaliste et artisanal du *stop-motion* expliquerait le regain de popularité que la technique connaît depuis quelques décennies auprès des créateurs. *« Prendre des objets de notre quotidien ou des marionnettes inanimées et leur donner vie donne un aspect presque magique à la technique »*, précise-t-elle.

Dans une ère où tout semble se virtualiser et se dématérialiser, le tangible et le concret en interpellent toujours quelques-uns dans le monde du cinéma d'animation, comme l'explique M. Goulet. *« Les créateurs du* stop-motion *adorent faire des choses avec leurs mains*, raconte-t-il. *En tant qu'humains, on a besoin de toucher des choses, de fabriquer des choses »*, ajoute-t-il.

L'accessibilité est également un facteur de popularité, selon Mme Arsenault. *« On n'a pas besoin de beaucoup de moyens pour réaliser un film en* stop-motion *»,* détaille la réalisatrice. En outre, le succès de cette technique auprès du public s'expliquerait par la passion des créateurs, qui transparaît dans les œuvres de ces derniers. *« L'artiste développe une relation très personnelle avec son travail et par conséquent, les spectateurs le ressentent »*, estime la réalisatrice du film *Dernier cri**, Alexandra Lemay.

Photo : Courtoisie Robert Del Tredici

L'animation en volume est une technique permettant de créer l'illusion du mouvement à l'aide d'objet déplacés image après image.

ORDINATEUR OU MAQUETTE ?

La technique d'animation image par image, qui date du début du XXe siècle, a connu dans les années 1990 et 2000 un regain de popularité. M. Goulet se remémore l'année 1993 comme un moment charnière dans l'histoire du *stop-motion*.

« On a assisté à la sortie de Parc Jurassique*, de Steven Spielberg, et à celle de* L'étrange Noël de monsieur Jack (Nightmare Before Christmas)*, de Tim Burton »*, témoigne le réalisateur. D'un côté, des dinosaures animés par ordinateur aux airs très réalistes ; de l'autre, un univers excentrique et effrayant entièrement réalisé en animation en volume. *«* Nightmare Before Christmas *a été le premier long-métrage de* stop-motion *qui a prouvé aux studios hollywoodiens qu'on était capable d'en faire et que c'était surtout viable au cinéma »,* explique-t-il. Depuis, des films comme *Poulets en fuite* (2000), *La mariée cadavérique* (2005) ou encore *Coraline* (2009), ont connu un fort succès.

Le *stop-motion* commercial

Au-delà du septième art, l'animation image par image est aussi utilisée dans le domaine de la publicité. *« Le* stop-motion *a une connexion quasiment instantanée avec les enfants »*, analyse le directeur M. Goulet, qui justifie ainsi le fait que les fabricants de jouets en sont particulièrement friands.

Plusieurs entreprises l'utilisent d'ailleurs pour rendre plus intéressante l'interface de leur site Web, et ainsi sortir du lot. *« Dans mes contrats de* stop-motion *à la pige, j'ai travaillé pour des films indépendants, mais aussi pour des écoles, des maisons de publicité, des compagnies de jouets et même des musées »,* explique Mme Lemay. Elle ajoute que le penchant pour le *stop-motion* des dernières années a ainsi apporté beaucoup plus de possibilités d'emploi.

* Office national du film du Canada, 2014

LA MUSIQUE ÉMERGENTE N'AURA JAMAIS ÉTÉ AUSSI ACCESSIBLE

MAINTENANT DISPONIBLE

Disponible sur App Store

DISPONIBLE SUR Google play

LE FRANÇAIS N'EST PLUS À LA MODE

Le Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO) vient de dévoiler dans une étude* que les jeunes internautes ont tendance à délaisser les contenus francophones en veillissant. Le doctorant en sociologie de la culture, réseaux et communication à l'UdeM Alban Thomas tente d'expliquer ce phénomène.

PROPOS RECUEILLIS PAR CINDY CYR

Photo : Pixabay.com | Kconcha

L'étude a été réalisée en collaboration avec l'équipe de recherche Jeunes et visionnement connecté de l'UQAM.

***Quartier Libre* : Savez-vous pourquoi les jeunes délaissent les médias francophones en vieillissant ?**

Alban Thomas : Je pense qu'il peut y avoir plusieurs raisons. Au cours de la vie, il y a différents cercles de socialisation. Quand on est jeune, nos cercles sociaux sont centrés sur notre environnement, comme la famille ou la ville où on habite. Quand on se développe, des cercles « étrangers » se rajoutent, comme le travail ou les études. Donc, plus on a de cercles sociaux, plus on a d'influences différentes.

***Q.L.* : Comment expliquez-vous cette tendance ?**

A.T. : Puisque nous sommes dans un contexte de mondialisation, l'anglais est amené à apparaître dans davantage de composantes de la vie de tous les jours. L'anglais étant également une langue très connue au niveau mondial, on finit par l'assimiler socialement.

***Q.L.* : Donc, quelle serait la raison du changement d'intérêt du contenu francophone vers le contenu anglophone ?**

A.T. : Plus on vieillit, plus on peut développer une affinité avec une langue, car apprendre une deuxième langue prend du temps. Les gens vont finir par rechercher l'authenticité des œuvres culturelles et aller les chercher dans leurs langues originelles.

***Q.L.* : Comment expliquez-vous que les plus jeunes se tournent en majorité vers des contenus en français ?**

A. T : C'est souvent une question d'accessibilité. Quand on est jeune, on connaît souvent la langue qu'on pratique (langue maternelle) et on va se diriger soit vers des contenus français, soit vers des contenus doublés en français. C'est en général pour être davantage en confort avec ce que l'on va consommer. L'exemple parfait est le cinéma.

***Q.L.* : Qu'est-ce que les producteurs québécois (ou francophones) devraient faire pour rester attractifs ?**

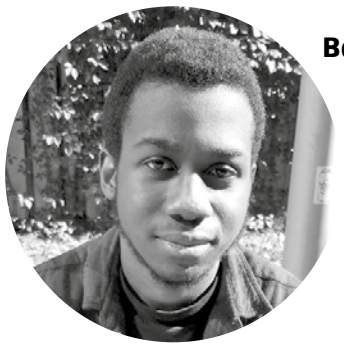
A. T : Ils devraient peut-être essayer d'avoir une autre approche que celle utilisée en ce moment. On voit, par exemple, le cinéma asiatique qui utilise beaucoup de techniques différentes pour arriver à développer un style unique. Parfois, les produits culturels marqués, qui se différencient de la culture anglophone, donnent envie de chercher d'autres œuvres avec cette différence.

*Les 12-15 ans ont tendance à moins consommer de contenus en français en vieillissant, passant de 76 % à 49 % dans cette tranche d'âge.

VOX POP

UTILISEZ-VOUS PLUS DE MÉDIAS FRANCOPHONES OU ÉTRANGERS ? POURQUOI ?

Photos : Cindy Cyr



Bayoga Oben Kilian
Étudiant au baccalauréat en science politique

J'utilise plus des médias francophones parce que, vu que je parle français, je trouve que c'est plus facile à comprendre pour moi. Aussi, il y a ici beaucoup de médias en français.

Audrey Loer
Étudiante au baccalauréat en génie physique (Polytechnique)

Je crois consommer plus de français. C'est une université francophone, donc ce serait logique. Je suis persuadée que personnellement, j'utilise plus de médias en français.

William Mullen
Étudiant au baccalauréat en droit

Dans la vie de tous les jours, je n'utilise pas l'anglais. Je parle français et je ne suis pas vraiment bilingue, mais je trouve que le côté artistique est plus présent en anglais. Je suis un gars à la mode, donc j'aime plus l'anglais. D'une part, je hais les traductions francophones des films, on perd l'ambiance. D'autre part, les chansons francophones, l'air me rejoint moins. C'est souvent des chansons plus quétaines, tandis que les chansons anglophones ont toujours des bons rythmes entraînants, c'est bon.

Chantal Jorgue
Doctorat en anthropologie

Si je me fie à mon utilisation personnelle des médias, je dirais francophone. J'utilise également des médias étrangers, mais seulement pour des sujets qui m'intéressent vraiment. Également, l'UdeM est une université francophone, il y a des politiques concernant le français utilisé, mais je crois que ça dépend des programmes et des élèves, car nous avons beaucoup d'étudiants étrangers aussi.

Tristant Henheart
Étudiant au baccalauréat de philosophie

Je crois que j'utilise plus de médias étrangers parce que leur accessibilité est augmentée par les nouvelles technologies qui sont disponibles. Donc principalement je dirais aussi qu'il y a plus de médias étrangers utilisés dans le cadre de nos cours ou de nos recherches.

TROIS
SORTIES
GRATUITES

Photo : Juliette Bertin

Photo : Courtoisie FIL | Jean Korneliussen

L'HOMME SOULEVÉ EXPOSÉ

La Galerie de l'UQAM et la Cinémathèque québécoise présentent jusqu'au 24 novembre *Soulèvements*. Cette exposition, composée de témoignages artistiques du XIXe siècle à aujourd'hui, illustre ce qui « soulève » l'homme au cours de sa vie.

PAR JULIETTE BERTIN

Cette collection vient initialement du musée du Jeu de Paume à Paris et termine sa tournée internationale à Montréal. La nature des œuvres est variée : peintures, dessins, articles de journaux, photographies, sculptures, films… À tout cela viennent s'ajouter des pièces canadiennes qui mettent en lumière des faits parfois méconnus de l'histoire du pays.

Le projet du commissaire Georges Didi-Huberman s'organise en cinq sections : les éléments déchaînés (lorsque la nature est contre l'homme), les gestes (le corps lui-même en train de lutter), les mots (la parole qui devient une arme), les conflits (entraînés par les révoltes) et enfin les désirs indestructibles (la mobilisation de masse inévitable).

« Notre mémoire et nos réalités culturelles, quel que soit le pays où l'on vit ou le pays d'où l'on vienne, sont chargées de moments où les peuples se sont soulevés, se sont rebellés, sont entrés en lutte pour introduire des idées dans la société, raconte la directrice de la Galerie de l'UQAM Louise Déry. *Finalement, tout le monde se voit confronté, au cours de sa vie, au soulèvement »*, conclut-elle.

Soulèvements

Du 7 septembre au 24 novembre | Galerie de l'UQAM/Cinémathèque Québécoise

1400, rue Berri/335, boul. de Maisonneuve Est | Gratuit

LE FIL DANS TOUS SES ÉTATS

Du 21 au 30 septembre, le Festival international de littérature (FIL) propose des activités pour faire découvrir le milieu littéraire. Si certaines animations sont plutôt destinées aux familles avec enfants et d'autres aux grands amateurs de littérature, une partie des événements est consacrée exclusivement aux petits budgets, afin de donner à tous l'occasion de découvrir de nouveaux horizons.

PAR JEANNE HOUREZ

Lettres catalanes à l'honneur

« Le volet des lettres catalanes devrait intéresser beaucoup d'étudiants », confie la directrice générale, artistique et des communications, Michelle Corbeil. Fruit d'un travail réalisé en étroite collaboration avec le professeur de littérature catalane à l'UdeM Éric Viladrich, Mme Corbeil a souhaité mettre à l'honneur le courant catalan, qui ne cesse de se développer au Québec depuis une dizaine d'années. *« Cette année, nous avons une quinzaine d'écrivains, de musiciens et d'artistes qui viennent au Québec*, poursuit-elle. *C'est une façon de découvrir une autre littérature. »* Tout au long du festival auront lieu des concerts, des lectures et des rencontres autour de ce thème. Comme chaque année, plus de la moitié des animations seront gratuites.

Cabaret du FIL

Un autre rendez-vous gratuit se passe cette fois sur le Plateau-Mont-Royal, au Bistro de Paris, le Cabaret du FIL. Du 24 au 28 septembre, de 21 h 30 à 23 h 30, François Guerrette y animera des lectures de poésie gratuites. *« Il y aura quatre poètes chaque soir, qui seront accompagnés en musique »*, explique Mme Corbeil. Les lectures seront effectuées par des personnes reconnues de la scène littéraire québécoise, comme Catherine Lalonde, Roxane Desjardins ou encore Carole David. *« Cela permet d'entendre des voix de la poésie contemporaine québécoise et de se faire une idée sur le travail de ces poètes, dans une ambiance plus détendue qu'une salle de spectacle »*, conclut-elle.

Festival international de littérature

Du 21 au 30 septembre

De gratuit à 30 $

ENTRÉE GRATUITE POUR LES ÉTUDIANTS

LA CHUTE DE L'EMPIRE AMÉRICAIN
Satire sociale de DENYS ARCAND
18 ET 19 SEPT.
16 H 45 / 19 H / 21 H 30

1991
Comédie de RICARDO TROGI
25 SEPT.
16 H 45 / 19 H 15 / 21 H 30
ET 26 SEPT.
19 H 15 / 21 H 30

CINÉ-CAMPUS

SEPT. OCT. 2018

TROIS ÉTRANGERS IDENTIQUES
Documentaire de TIM WARDLE
2 ET 3 OCT.
16 H 45 / 19 H 15 / 21 H 30

TARIFS
ÉTUDIANT 4$
ADMISSION GÉNÉRALE 5$

INFO-FILMS
514 343-6524 // sac.umontreal.ca
Centre d'essai // Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, 6e étage

sae activités culturelles
Université de Montréal
et du monde.

LES GRANDS VENTS CHERCHENT UN SECOND SOUFFLE

L'orchestre d'harmonie Les Grands Vents de Montréal ne jouera pas lors de cette session. Trop peu d'instrumentistes à vent se sont engagés dans cet ensemble qui leur est dédié. Sont-ils de moins en moins nombreux ?

PAR CÉDRIC THÉVENIN

Le directeur de l'orchestre d'harmonie, le professeur agrégé à la Faculté de musique David Martin, voulait réunir 35 musiciens. Il lui en manque les deux tiers. Son groupe est trop petit pour interpréter son répertoire. Cette situation perdure depuis 2012.

Trop peu d'harmonies professionnelles

Certains instrumentistes à vent de l'UdeM ne trouvent pas de place en orchestre. *« À la minute où ils sont un nombre supérieur à celui demandé par l'orchestre symphonique, certains n'auront pas de cours d'ensemble,* expose le professeur titulaire Jean-François Rivest, chef de l'Orchestre de l'UdeM (l'OUM). *C'est le cas par exemple des flûtes. Cette année il y en a 15, comme d'habitude, mais pour seulement trois places. »*

Pour le directeur musical et artistique de l'Orchestre à Vents Non Identifié (OVNI) et de l'Orchestre de Jeux Vidéos (OJV), Jonathan Dagenais, le problème reste à relativiser. *« Il y a une grande offre d'orchestres d'harmonie privés à Montréal,* rappelle-t-il. *L'OVNI a un niveau universitaire. Les étudiants de l'UdeM peuvent y obtenir des crédits. Il faut qu'ils en fassent la demande. »*

Un marché difficile

Les Grands Vents de Montréal peinent à trouver des candidats et à offrir des débouchés professionnels. Selon MM. Dagenais et Martin, le travail rémunéré est difficile à trouver dans les orchestres à vents à la sortie de l'université. *« Il existe toujours des harmonies dans l'armée,* souligne néanmoins le second. *C'est une piste de carrière. »*

Plus généralement, les universités québécoises recrutent de moins en moins d'instrumentistes classiques, particulièrement dans la famille des vents, selon M. Rivest. *« L'orchestre d'harmonie est une tradition en perte dans la société musicale québécoise,* explique le professeur. *L'apprentissage des instruments à vent dans les écoles secondaires a diminué durant ces 20 dernières années. »*

Un point de vue que partage la coordonnatrice de la Fédération des harmonies et des orchestres symphoniques du Québec (FHOSQ), Daphnée Bisson. Elle observe une tendance à la baisse de l'enseignement dans les écoles secondaires. *« On le voit car on est près du milieu, ça fait partie de notre membership, mais il n'y a pas de données tangibles »*, regrette-t-elle.

La Fédération des associations de musiciens éducateurs du Québec (FAMEQ) pense pouvoir expliquer cette évolution par la mise en place de la réforme de l'éducation. Elle procède actuellement à un sondage dont les résultats seront affichés cette semaine.

Photos : Alpha Coulibaly

Seule une poignée d'étudiants s'est présentée aux auditions le 7 septembre dernier.

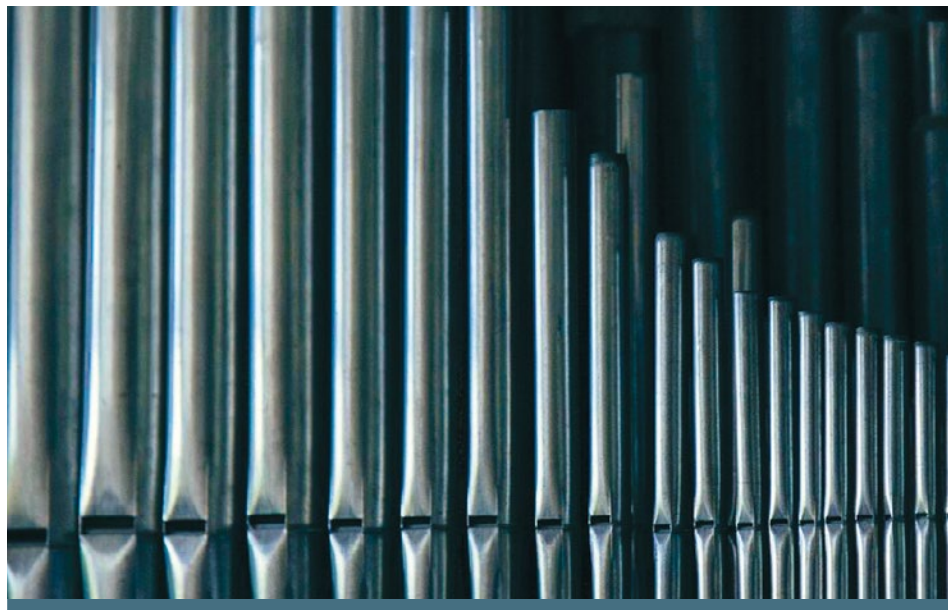
Davantage de marketing

De 2010 à 2012, M. Martin a recruté pour les postes vacants des Grands Vents de Montréal des musiciens provenant du cégep Marie-Victorin et de l'école de musique Vincent-d'Indy. Un partenariat entre l'Université et ces établissements le lui a permis. Cependant, le retrait d'une subvention y a mis fin. Cette année, M. Martin a tenté d'attirer des musiciens de l'extérieur. *« Jusqu'à date, il n'y a pas beaucoup d'intérêt »*, constate-t-il néanmoins.

Le professeur observe en outre que les spectateurs connaissent mieux le répertoire symphonique, composé notamment par Beethoven et Ravel. *« Je trouve que c'est triste, car il y a de très belles œuvres pour les orchestres à vents, comme* Lincolnshire Posy *de Percy Grainger »*, commente-t-il.

Même l'OVNI, qui interprète aussi bien du jazz que des musiques du monde ou de la musique classique, n'attire pas facilement du public, confie M. Dagenais. *« L'orchestre d'harmonie a un petit côté péjoratif »*, regrette-t-il. Le directeur de l'orchestre d'harmonie observe néanmoins que le directeur des Grands Vents a plus de difficulté à recruter des musiciens que lui. *« Il faudrait faire plus de marketing,* conseille-t-il. *Les gens extérieurs à l'université n'osent pas candidater pour les Grands Vents de Montréal. »*

C'est ce que compte faire M. Martin, qui essayera de relancer Les Grands Vents de Montréal à la session d'hiver. *« Je vais les promouvoir au sein d'un réseau plus étendu, auprès d'élèves du secondaire »*, promet-il. S'il souligne qu'il n'a pas de budget, il reste optimiste pour la suite.



L'ORCHESTRE D'**HARMONIE**, CET INCONNU

Ils sont facilement confondus. L'orchestre d'harmonie et l'orchestre symphonique sont pourtant différents. Le premier regroupe jusqu'à cinquante musiciens des familles des vents (la clarinette et la trompette, par exemple) et des percussions. Le second ajoute à celles-ci les cordes (comme le violon).

L'histoire de la musique a donné plus de notoriété à l'orchestre symphonique. *« C'est le grand ensemble de la musique occidentale, le répertoire le plus connu »*, affirme le directeur musical et artistique de l'Orchestre à Vents Non Identifié (OVNI) et de l'Orchestre de Jeux Vidéos (OJV) Jonathan Dagenais.

L'orchestre d'harmonie, aussi appelé orchestre à vents, est une tradition de l'enseignement anglais et américain raconte le professeur titulaire Jean-François Rivest, chef de l'Orchestre de l'UdeM (l'OUM). *« Quand j'étais petit, c'était une évidence, toutes les écoles secondaires avaient une harmonie*, se souvient-il. *Ça a décliné dans les 20 dernières années jusqu'à presque disparaître. »* Le professeur impute cette tendance à des changements de priorités dans les programmes.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

LA FORCE EST DANS LE NOMBRE

Pour la première fois lors de l'élection générale du 1er octobre, les jeunes de **18 à 35 ans** formeront le **tiers** de l'électorat total. Prenons la place qui nous revient.

LES 21, 25, 26, 27 SEPTEMBRE PROCHAINS, ON **VOTE** À L'UDEM !

CTS REEQ

UEQ UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

FAÉCUM